TRAITÉ EUROPÉEN : LE RETOUR DES OUI-OUISTES (p. 16-17)

LE PLAN B

www.leplanb.org

février 2008 - N°12 Bimestriel - Critique des médias et enquêtes sociales 2 euros

Choc de confiance

Pouvoir d'achat

Bourses

Côte de popularité

Nombre de poux dans la barbiche de Laurent Joffrin

L 13579 - 12 - F: 2,00 € - RD

Le courrier du cœur



Cher Plan B,
Je te présente ton plus jeune abonné. Je voulais le nommer Sardon mais son père (moustachu !) s'y est formellement opposé… Comme l'éducation commence tôt, je lui lis régulièrement quelques pages du *Plan B* et déjà il effectue des galipettes (de rire) dès que je prononce le nom de Joffrin. Merci à toi.
Et vive la Sardonie !

« Cher Plan B,
[…] Dans mon village (55 % de plébiscites pour la traîtrise balladurienne dès le 1er tour) le marchand de journaux te vend – quand même – comme une revue honteuse. Tu n'es pas sur les présentoirs et il faut te demander ("Oh, vous savez, ça ne se vend pas beaucoup"). Pourtant, au bout de 2 semaines de parution, il n'y en a plus ! Ce qui prouve au moins que mon marchand de journaux (du PPA) a un sens du commerce particulier […]. »

Cher Plan B,

Veuillez trouver ci-joint la lettre envoyée au Nouvel Observateur. J'aimerais avoir votre avis compétent : les conditions que je propose, sont-elles honnêtes ? Est-ce que je ne me fais pas rouler en demandant si peu ?

Amicalement,

Cher Monsieur Nouvel Observateur,

J'ai reçu une offre d'abonnement à votre journal, accompagnée de la promesse des cadeaux suivants : une montre, un dictionnaire historique du 20e siècle et un lecteur DVD multifonctions.

Je vous sais gré d'avoir conscience que vous lire est une punition telle qu'il faut l'accompagner de cadeaux conséquents.

Je trouve cependant que cela reste insuffisant. Et je me laisserai tenter par votre offre si vous rajoutez à tous ces cadeaux un presse-purée électrique, le dernier prix Goncourt et une boîte de crayons de couleurs. Mais surtout, je vous serais reconnaissant si vous vous absteniez d'envoyer les numéros de votre journal, pour éviter d'encombrer ma boîte aux lettres, de petite dimension.

Dites-moi vite si vous acceptez mes conditions, afin que je vous règle par chèque promptement.

[…] Je ne me réabonne pas. Je vous trouve trop répétitifs ; impression de toujours lire le même numéro. J'ai compris votre grille d'analyse et je l'applique quand je lis les "autres", ceux que vous voulez interdire ? – Parfois on en a l'impression ! Je vous trouve aussi un peu trop rouges-bruns et ça m'emmerde vite… mais, bon, vous m'avez fait rire quelques bonnes fois… En fait, il y a un côté jaloux, envieux, calife à la place du calife, qui sent le stalinisme (néo) ou les gardes rouges. Sans rancune aucune, mais bon !

LES CHARTRONS. Lor[…]
philosophe Michel Onfr[…]

Quand

Natif d'Argentan, dans l'Orne où il vit toujours, fils d'un ouvrier agricole et d'une femme de ménage, Michel Onfray, philosophe anticonformiste, libre-penseur, hédoniste, épicurien et athée déclaré s'est trouvé parfaitement à l'aise, jeudi dernier, pour démontrer que Philosophie et Entreprise sont des mots qui vont très bien ensemble.

Entreprise et travail. Répondant à l'invitation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises et de l'INSEEC pour une réflexion sur le rapport de l'Entreprise à la Société, il s'est présenté, lui-même, comme un entrepreneur à travers son travail d'auteur et de créateur des Universités du temps libre de Caen et d'Argentan pour lesquelles il doit, en permanence, trouver des financements.

Interrogé par Edgard Girard, directeur de l'INSEEC, Michel Onfray a choisi, en préambule, de ne pas s'enfermer dans les définitions : « Pour moi il n'y a pas de Philosophie ou d'Entreprise mais des philosophes et des entrepreneurs. Mettre des majuscules aux termes isole dans des concepts : le Patron, l'Ouvrier, le Bien, le Beau ne sont que des mythologies qui empêchent de voir le réel ».

Edgard Girard, directeur de l'Inseec, […] de la CGPME face aux chefs d'entrep[…]

De même réfléchir sur l'entreprise renvoie au travail, dont le philosophe a rappelé qu'il venait de l'ancien français torture, et à la nécessité de réduire les schémas entre les différents protago[…]

Bonjour,
Il y a quelques années, j'avais vivement recommandé – après les avoir lues moi-même – la lecture d'œuvres de Michel Onfray à des amis, et même à ma maman. Ah… les belles pages sur le « panache ». Maintenant que je sais mieux (grâces en soient rendues à *PLPL* et au *Plan B*) combien ce personnage en manque (de panache), je cherche toujours un moyen d'expier cette faute de goût. Vous voyez qu'à Bordeaux, d'après *Sud-Ouest*, nos entrepreneurs et nos artistes se mélangent […]. Quel genre d'artistes y avait-il là, ce jour-là ? Mystère… En tout cas, c'était de l'artiste costard-cravaté. […] L'article est délicieux, la journaliste montrant autant de servilité envers le patronat-philosophe que notre ami Michel. […] Question : combien de fois par mois un ouvrier ou un rmiste peut se permettre d'être épicurien ou hédoniste ?
Le MichelOnfrisme serait-il un loisir de nantis, au même titre que le golf et la chasse à courre ?

Hugo Chávez emportant […] toutes les élections au Venezuela depuis 1998, dans un climat médiatique hostile, chacun avait prévu qu'il remporterait ce référendum du 2 décembre. Patatras ! Il le perd, ne conteste pas le résultat (serré), félicite aussitôt l'opposition, l'invite à jouer désormais le jeu de la démocratie qui peut lui profiter. Imprimé trop tôt, *Courrier International* donne le ton de ce qui allait être, s'il avait gagné, le bourrage de crânes musclé et planétaire contre le nouveau dictateur que l'on voit brandissant une kalachnikov fournie par la Russie de Poutine (en arrière-plan car moins dangereux pour l'humanité). C'était notre rubrique : « Pourquoi tu n'achètes plus de journaux ? »

Courrier international
LES COUPS D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE

Pour le moment, votre genèse ne me semble pas différente de celle de *Libé*. Et *Charlie Hebdo* (par exemple) ; il se trouve que j'étais étudiante en 68, et voir les mêmes comportements se reproduire dans le même état d'esprit m'oblige à vous voir en futur *Libé*, futur Val – l'horreur, quoi […].

Imprimé à l'imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesnes-sur-Helpe ● CPPAP 0611K88117 ● ISSN 1950-1625 ● Édité par La Sardonie libre, sarl de presse ; RCS Paris 488 135 443 ● Taulier : Marc Pantanella.

Diffusion militante :
Des centaines d'abonnés ont pris en main la diffusion du *Plan B* dans leur région. Rejoignez-les ! Faites-vous connaître par courrier postal ou électronique. *Le Plan B* vous mettra en contact avec les correspondants de votre région.
Adresse : Le Plan B, 40, rue de Malte, 75011 Paris. Mèl : admin@leplanb.org

L'armée mexicaine du Plan B :

Direction de la publication : Gilles Balbastre • Direction des opérations : Olivier Cyran, Élodie Couratier • Direction granitique : Pierre Rimbert, Julien Brygo • Direction du bon goût : Marc Pantanella, Mathieu Colloghan • Direction agricole : Alain Accardo, Thierry Discepolo, Dominique Pinsolle • Direction tricéphale : Benoît Breville, Antoine Schwartz, Renaud Lambert • Direction des études : Claude Pfeffer, Béatrice Vincent, Philippe Monti • Direction du savon à barbe : Denis Perais, Mathias Reymond • Direction délicieuse : Clothilde Dozier, Samuel Dumoulin • Direction assistée : Damien Doignot, Denis Souchon • Direction logistique : Sébastien Marchal, Antoine Bureau • Direction des portes & fenêtres : Sardon, Aurel, Bench • Direction de la propagande : Canarcho, Yvon Bureau • Direction Palavas-les-Flots : Van de Hoef, Maxime Sauvêtre

Vandalisme = « modernisation »

Le Medef et ses « partenaires sociaux » ont gonflé un ballon qui s'emboîte parfaitement dans le crâne des journalistes : la « modernisation du marché du travail », appellation plus commode à promouvoir que son contenu.

« *Moins de procédures, plus d'emplois, plus de sécurité.* » C'est par ces mots d'une rigoureuse neutralité que la reine des ménages, Christine Ockrent, depuis son boudoir du dimanche, résume le contenu de l'accord conclu par le Medef et ses « partenaires sociaux » (France 3, 20.1.08). Les commissaires au peuple du Parti de la presse et de l'argent (PPA) sont formels : grâce à la « modernisation du marché du travail », 18 millions d'employés au pays des merveilles vont tomber dans les bras de leurs employeurs. Il y aura « *un peu plus de flexibilité pour les entreprises* », « *un peu plus de sécurité pour les salariés* » et du bon miel pour tout le monde, promet TF1 (« 20 heures », 11.1.08). « *C'est une réussite* », jubilent *Les Échos* (14.1.08), « *un tournant social* », titre *Le Monde* (13.1.08), « *une profonde rénovation* » selon France 2 (« 20 heures », 10.1.08), « *une démarche prometteuse* » pour *Le Parisien* (15.1.08), un éventail de « *progrès acceptables par tous* » sous la plume libérée de *Libération* (12.1.08)[1].

Tous gagnants, tous contents ? Dans un pays qui compte 3 millions de chômeurs (toutes catégories confondues), 2,5 millions de salariés précaires (en CDD ou en intérim) et où 900 000 « privilégiés » en CDI sont mis à la porte chaque année (dont les trois quarts pour motif « personnel »), les intérêts de l'employeur rencontrent ceux de l'employé comme le marteau épouse l'enclume. Ainsi qu'en témoigne la caissière de Champion menacée de licenciement pour s'être plaint de travailler dans un cagibi de 2 mètres carrés (lire p. 11 et 12), le monde de l'entreprise est une libre communauté d'individus qui dansent le houla-houla parés de colliers de fleurs. C'est en tout cas ce que suggère la « rupture à l'amiable » instaurée par le Medef et ses quatre partenaires (CFDT, FO, CGC et CFTC), pièce centrale de leur « réforme » et source de béatitude pour les médias qui mentent.



Licencier comme on aime

« *La "rupture à l'amiable" repose sur le principe du volontariat. Or on sait très bien, dans le rapport de force actuel, que l'employeur n'aura aucun mal à pousser le salarié vers la sortie,* explique au *Plan B* l'inspecteur du travail Pierre Joanny, secrétaire national de SUD Travail-Affaires sociales. *Le plus vicieux, c'est que le salarié ainsi congédié sera privé de tout recours aux prud'hommes. C'est l'inspection du travail qui validera la rupture. Au lieu de faire notre boulot, qui consiste en principe à contrôler le respect du droit du travail, on devra entériner à la va-vite des centaines de licenciements déguisés, sans examiner le fond. On ne demandera pas aux salariés s'ils sont effectivement volontaires pour partir, on devra juste vérifier si la procédure prévue a été respectée, point barre. Après quinze jours, le gars ne pourra plus rien contester. Même si on l'a harcelé pour qu'il signe son avis de départ.* »

Cette « démarche prometteuse » anéantit quarante ans de protections légales contre le licenciement arbitraire. Et ce au moment précis où la capacité de défense des salariés n'a jamais été aussi faible. « *Le but de l'offensive,* poursuit Pierre Joanny, *c'est de réduire au minimum les recours en justice. Autrefois, le salarié disposait selon les cas d'un délai de cinq à trente ans pour saisir les prud'hommes. Sous le gouvernement Villepin, ces délais ont été réduits à un an. Les garde-fous volent en éclats. Tout est fait pour saborder la justice prud'homale : par la carte judiciaire, qui supprime des tribunaux ; par les délais, qui deviennent dérisoires ; et maintenant par la "rupture à l'amiable", dont la validation incombe à l'administration. C'est très habile, car le salarié qui voudra contester sa "rupture" devra saisir le tribunal administratif. Or, autant la démarche est facile et peu coûteuse aux prud'hommes, autant elle est compliquée au tribunal administratif, qui te déboute à la moindre erreur de virgule. Tu devras te payer un avocat spécialisé, donc cher. Peu de salariés en auront les moyens.* »

Les salariés du PPA sont plus constructifs. Casser les procédures de licenciement, « *c'est la solution pour ne plus avoir peur d'embaucher* », ahane le journaliste de France 2 chargé de la « rénovation » patronale (10.1.08). L'expertise de terrain viendra d'un chef d'entreprise qui – surprise – ne s'insurge pas contre la « rupture à l'amiable » : « *Plus ce sera simple* [de virer les gens], *mieux ça sera pour l'activité.* »

Autre « progrès acceptable par tous » : la clause qui permet aux entreprises de ne pas payer les indemnités de licenciement lorsqu'un salarié perd son emploi pour cause de maladie ou d'infirmité contractée – supposément – hors de son travail. La note incombe alors à un fonds de mutualisation. Comme le note Thomas Coutrot, d'Attac, « *un des derniers freins au licenciement des salariés malades – le coût parfois important des indemnités – est ainsi levé* »[2].

Pour créer « plus d'emplois », le « contrat de mission » bâtit aussi un nouveau statut précaire réservé aux cadres. « *Le patron pourra virer sa recrue quand la "mission" est terminée, sans aucune justification,* souligne Pierre Joanny. *On peut craindre qu'à la prochaine étape cela ne s'étende à tous les salariés. D'ailleurs, ça existe déjà : le contrat de mission est copié sur le contrat de chantier dans le bâtiment.* »

« Gagnant-gagnant ! », couine le PPA. Il est vrai que le contenu du texte importe peu à ses attachés de presse. Ce qu'ils adorent surtout, c'est la « *maturité des partenaires sociaux* » qui assument leur rôle de garniture dans les charcutailles du Medef. Comme l'enseigne *Le Monde*, la sécurité de l'emploi est « *devenue souvent illusoire* ». La précarisation contractuelle constitue donc « *une bonne nouvelle pour ceux qui placent leurs espoirs de progrès social* [sic] *dans un syndicalisme capable de négocier des réformes plutôt que de les subir* » (*Le Monde*, 13.1.08). Quand le patronat lacère les protections des salariés, le quotidien qui n'aime plus Alain Minc laisse le choix aux syndicats : accepter ou subir.

Ceux qui hésitent devant l'alternative s'exposent à un rappel à l'ordre cinglant. Invité à comparaître le 16 janvier sur Europe 1, Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, doit presque s'excuser de n'avoir pas signé le texte chouchou des médias. Elkabbach gronde : « *Mais qu'est-ce qu'il faut pour que la CGT, qui réclame souvent des négociations et qui y participe, vous venez de le dire, finisse un jour par signer des accords ?*

Thibault : *Mais on en a signé des accords…*

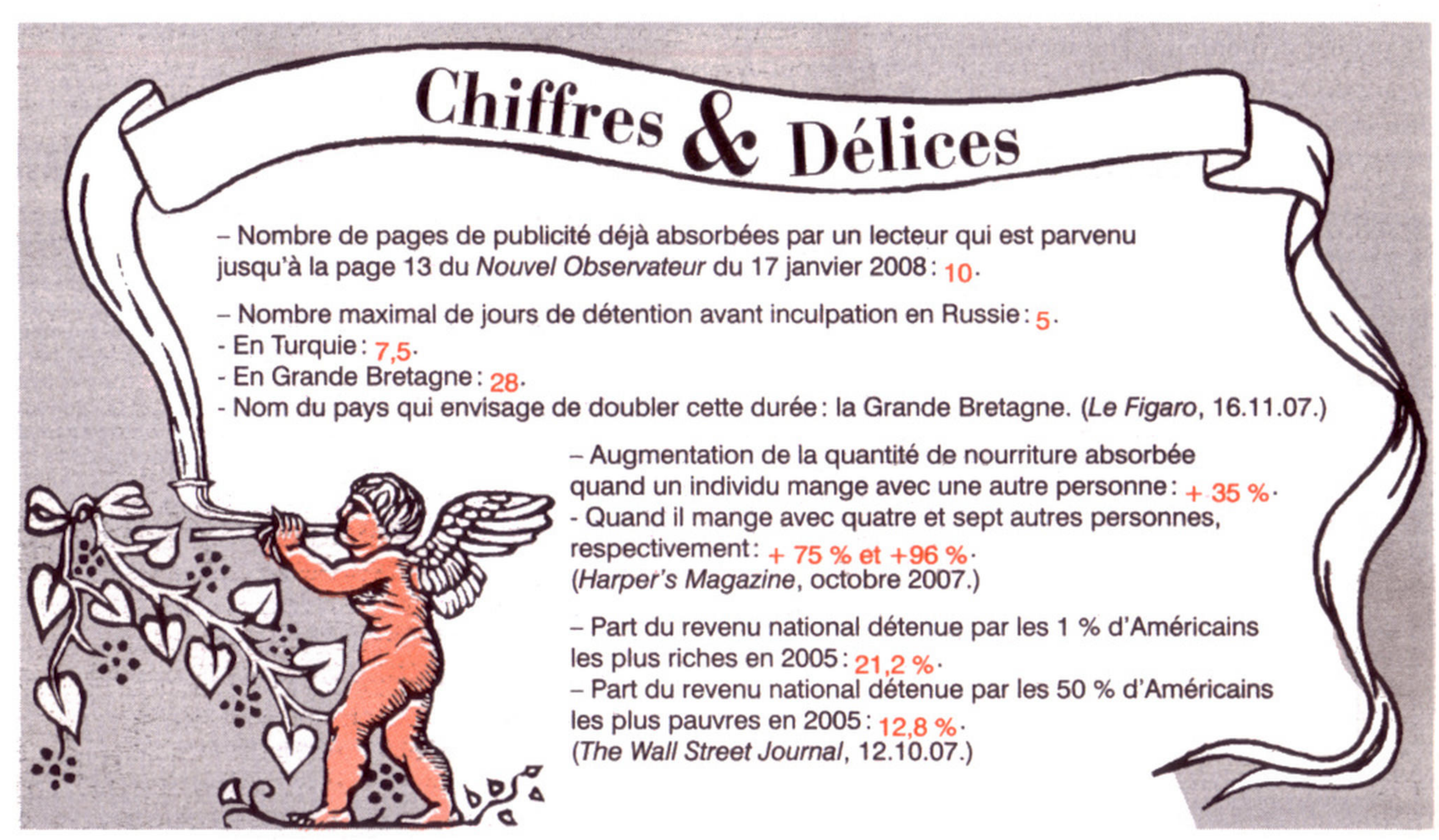
Elkabbach [bafouillant d'exaspération] : *Mais qu'elle signe réellement des accords… qu'elle ait, puisqu'on dit que vous voulez moderniser et faire évoluer la CGT, qu'elle ait la culture du compromis…* »

Quelques secondes plus tard, Thibault suggère timidement que le gouvernement n'a pas que des bontés pour les salariés et qu'il lui arrive de faire pression sur les syndicats. Du tac au tac, le journaliste fait claquer le fouet : « *Est-ce que vous ne harcelez pas le gouvernement à coups de grèves et de menaces de grèves ?* »

---

1 Citations extraites de l'article « Une réforme du contrat de travail ? Vraiment ? Ah bon ! C'est bien, ça… » d'Antoine Schwartz, mis en ligne par notre rayonnante vitrine universitaire, Acrimed, www.acrimed.org.

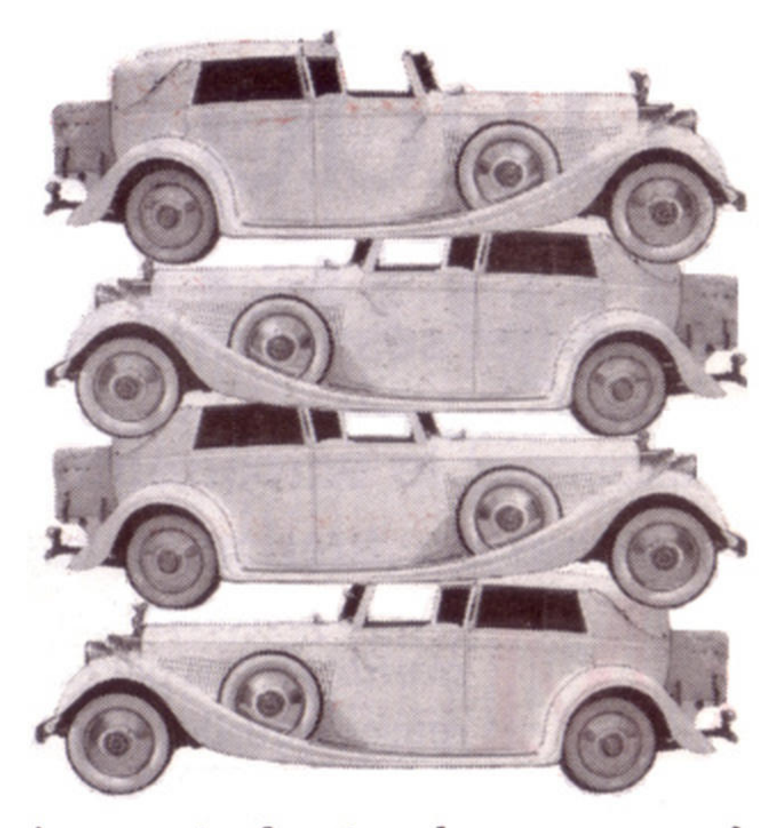
2 Thomas Coutrot, « "Modernisation" du marché du travail : accord interprofessionnel pour la précarisation », *Politis* (3.1.08).



Un trader facétieux peut en cacher d'autres

Cadeaux boursiers pas vus pas lus

Indignés par l'affaire de la Société générale, les médias se sont montrés beaucoup moins bavards sur la distribution de friandises fiscales aux spéculateurs.



Le 16 novembre 2007, les députés de la majorité profitaient de la discussion sur la loi de finances pour voter un cadeau à leurs amis : la suppression de l'impôt de Bourse. Cette taxe vieille d'un siècle, prélevée sur les transactions boursières supérieures à 7 668 euros, était fixée à un taux si misérable – entre 0,15 et 0,3 % – et rapportait si peu à l'État – environ 240 millions d'euros par an – que même le Medef négligeait d'en réclamer la « modernisation ». Mais les élus connaissent leur devoir. Un impôt, même minuscule, est toujours insupportable quand ce sont les riches qui le paient. *« La suppression de cet impôt désuet, qui pénalise uniquement nos professionnels et les oblige à s'expatrier, n'aurait que des conséquences positives pour la France »,* plaident les députés UMP Olivier Dassault et Yves Censi, auteurs de l'amendement. Bouleversée par l'hémorragie des boursicoteurs contraints à l'exil pour sauver leurs trois francs six sous, la représentation populaire manque d'éclater en sanglots. La mort de l'impôt scélérat est votée séance tenante.

Défense du pouvoir d'achat

Le même jour, les cheminots sont en grève pour défendre leur retraite. Sans doute trouveraient-ils intéressant qu'au moment où « l'équité » leur commande de se serrer la ceinture la Bourse de Paris dégrafe la sienne pour avaler sa sucrerie fiscale. Mais l'information ne leur parvient pas. Hors la presse financière et des sites Internet indépendants, aucun organe de presse ne mentionne la liquidation de l'impôt de Bourse, ni le 17 novembre ni les jours suivants. Il est vrai que les limiers du Parti de la presse et de l'argent (PPA) sont alors tous mobilisés au chevet des *« usagers pris en otage »*.

Rassurés par la vigilance des journalistes, les élus piochent allégrement dans le paquet de bonbons. Durant la même période, ils adoptent une réforme qui allège la fiscalité des dividendes. Jusqu'à présent, les revenus perçus au titre des actions détenues dans une entreprise étaient soumis à l'impôt sur le revenu et imposés à 24 % pour les plus hauts d'entre eux. À compter de 2008, ils ne feront plus l'objet que d'un prélèvement *« libératoire »* de 18 %. Pour les gros portefeuilles, cette confiserie se traduit par une diminution d'impôt d'environ 25 %. Le site Internet bakchich.info a calculé que Bernard Arnault, qui n'a touché que 327 millions d'euros de dividendes en 2007, devrait, grâce à cette réforme, économiser près de 20 millions d'euros en 2008.

Curieusement, cette bonne nouvelle n'a pas retenu l'attention des *Échos*, propriété de Bernard Arnault. Elle n'a pas davantage intéressé les filiales presse de Bouygues, Dassault, Lagardère, Bolloré, Pinault ou Rothschild[1]. Les douceurs prodiguées aux actionnaires du PPA étant beaucoup moins cruciales que les photos de Laure Manaudou nue, il fallait, là encore, explorer les marges d'Internet pour avoir une chance de dénicher l'information.

Depuis, les ligues de vertu médiatiques ont pointé leur index boudiné sur la Société générale, coupable d'avoir sali le « capitalisme financier ». Or les 5 milliards d'euros égarés par la banque ne représentent qu'une petite fraction des sommes qu'engloutissent les subventions publiques aux entreprises et aux spéculateurs. En 2007, près de 50 milliards d'euros ont ainsi été soustraits au budget public, notamment par le biais des allégements de cotisations patronales (25,4 milliards). Aucun éditorialiste pourtant n'a évoqué à ce propos une « dérive du capitalisme financier ».

1 *Libération* a évoqué l'information mais en la sous-traitant à un chroniqueur de ses pages « Rebonds » (22.10.07).

Albert Einstein nous écrit

Dans le numéro inaugural de la *Monthly Review* (mai 1949[1]), le physicien Albert Einstein donnait son point de vue sur l'organisation sociale. Son article était intitulé « Why Socialism ? ». Un intellectuel qui s'aventurerait à formuler de tels propos aujourd'hui serait immédiatement soupçonné de manquer de « complexité » et d'alimenter la « théorie du complot ». Einstein, il est vrai, n'avait rien compris à la « politique de la caresse » prônée par certains contestataires dorlotés par les médias.



« Pour des raisons de simplicité, dans la discussion qui suit, j'appellerai "travailleurs" tous ceux qui ne partagent pas la propriété des moyens de production – bien que cela ne corresponde pas tout à fait à l'usage ordinaire de ce terme.

Le propriétaire des moyens de production a le pouvoir d'acheter la force de travail de l'ouvrier. À l'aide de ces moyens de production, le travailleur crée de nouveaux biens qui deviennent la propriété du capitaliste. La question essentielle de ce processus est la relation entre ce que produit le travailleur et ce qu'il gagne. [...] Le capital privé tend à se concentrer en un petit nombre de mains, en partie à cause de la concurrence entre capitalistes, en partie parce que le progrès technologique et la division croissante du travail encouragent la formation d'unités de production toujours plus grandes aux dépens des plus petites.

Il en résulte une oligarchie du capital privé, dont l'énorme pouvoir échappe à tout contrôle efficace, même par les instances politiques d'une société démocratique. C'est d'autant plus vrai que les membres du corps législatif sont issus de partis politiques en grande partie financés ou à tout le moins influencés par le capitalisme privé, ce qui, pratiquement, coupe l'électorat de ses représentants. La conséquence est que les élus du peuple ne tiennent pas suffisamment compte des intérêts des fractions les moins privilégiées de la population. Qui plus est, dans les conditions actuelles, les capitalistes contrôlent inévitablement, de façon directe ou indirecte, les principales sources d'information (presse, radio, éducation). Il est ainsi extrêmement difficile, et dans la plupart des cas tout à fait impossible, pour un individu de se former un jugement objectif et de faire un usage éclairé de ses droits politiques. »

1 Un extrait est republié dans *Extra !* Vol. 20, n° 6, décembre 2007. www.fair.org

L'information sociale broyée sous un compacteur

	Cofiroute est condamné aux prud'hommes à verser 83 000 euros d'indemnités à 7 salariés pour usage abusif de CDD (l'un d'entre eux en avait cumulé 150), 21.12.07.	Le groupe américain d'électronique Sanmina ferme son unité de Tourlaville (Manche) et licencie plus de 300 salariés, janvier 2008.	La secrétaire de la CGT de l'usine Goodyear d'Amiens est mise à pied pour avoir organisé des réunions syndicales d'information ayant débouché, selon la direction, sur « un trouble important causé par des arrêts intempestifs de travail », décembre 2007.	Le tribunal de grande instance de Paris somme Gaz de France de donner des informations supplémentaires aux syndicats sur le processus de fusion avec Suez et repousse encore un peu cette fusion, entamée 2 ans auparavant par Dominique de Villepin et relancée il y a 5 mois par Nicolas Sarkozy, 22.1.08.	Une ouvrière de 58 ans meurt broyée par un compacteur à l'usine Regene Atlantique de Bayonne, 14.1.08	**Total 5 informations économiques :**	Un an après avoir incendié un bus à Marseille et brûlé grièvement une jeune étudiante, Mama Galledou, 6 jeunes sont jugés devant la cours d'assises des mineurs d'Aix-en-Provence, nov. 2006-déc. 2007.
Libération	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien	**Rien**	11 articles, 2 brèves, 4 451 mots
Le Monde	Rien	Rien	Rien	1 article, 314 mots	Rien	**1 article, 314 mots**	16 articles, 2 brèves, 8 838 mots
Le Figaro	Rien	Rien	Rien	1 article, 391 mots	Rien	**1 article 391 mots**	18 articles, 8 brèves, 7 759 mots
Aujourd'hui	1 brève, 90 mots	1 brève, 183 mots	Rien	1 brève, 94 mots	Rien	**3 brèves, 367 mots**	18 articles, 7 brèves, 7 941 mots
Sud-Ouest	Rien	Rien	Rien	Rien	1 brève, 181 mots	**1 brève, 181 mots**	10 articles, 11 brèves, 5 292 mots
Total	**1 brève, 90 mots**	**1 brève, 183 mots**	Rien	**2 articles, 1 brève, 799 mots**	**1 brève, 181 mots**	**2 articles, 4 brèves, 1 253 mots**	**73 articles, 30 brèves, 34 281 mots**

Un désir d'avenir moustachu

Des journalistes mentent aussi sur Internet

Rue89, Mediapart, Nonfiction, Bakchich : les sites d'information en ligne fascinent les journalistes. Ils nous préparent une avalanche de faux scoops et de vraies connivences.

Fondateur du site Mediapart, qu'il destine à la *« création d'une information contributive, d'excellence, de qualité, comme un club »* (BFM, 4.12.07), Edwy Plenel eut l'occasion de mettre en œuvre sa conception du journalisme au cours d'un règne de dix ans à la tête de la rédaction du *Monde* : ce fut une procession de couvertures racoleuses et de faux scoops. Directeur adjoint de la rédaction de *Libération* en 2006, Pierre Haski usa de sa liberté pour propager de fausses rumeurs sur l'antisémitisme (imaginaire) du président vénézuélien Hugo Chávez (*Libération*, 9 et 20.1.06) avant de créer avec son collègue Pascal Riché le site Rue89. Par quel miracle l'un et l'autre réussiraient-ils à produire sur Internet ce qu'ils ne parvenaient pas à coucher sur papier journal : une information fiable et indépendante ?

Caresses publicitaires

Réponse : par la magie du copinage. Disposer d'une carte de presse et d'une longue liste de services rendus suffit à garantir au créateur d'un blog anorexique une promotion médiatique digne de BHL. *« Nous nous sommes lancés le 1er octobre et notre dossier de presse a déjà fière allure »*, brame Frédéric Martel (*Stratégies*, 24.1.08). Signataire de la pétition en faveur du plan Juppé en 1995, ce godelureau mondain dirige Nonfiction, un site qui encense les livres balladuriens et réfléchit au meilleur moyen de faire parler de lui-même. Même Bakchich.info, héritier d'une presse alternative à la tonalité plus critique, vogue sur le flot d'articles louangeurs consacrés aux *« mutants du Net »* au motif qu'un ancien journaliste du *Canard enchaîné*, Nicolas Beau, anime une équipe renforcée d'anciens du *Point* (Vincent Nouzille et Laurent Léger) et du *Monde* (Philippe Labarde). Parce qu'ils sont issus de journaux installés, *« leur information est respectée par les autres médias, elle est donc abondamment reprise »*, note *Le Nouvel Économiste* (10.1.08.) Le paradoxe est savoureux : ces sites d'informations doivent leur notoriété à une presse qu'ils entendent *« révolutionner »* tant elle serait nulle…

Tous le savent : la « révolution » passe par la case euros. Pour les accumuler, Rue89 cherche l'investisseur qui le rachètera et amadoue les publicitaires : *« La Rue est à vendre »*, implore une vignette sur la page d'accueil du site. Pierre-Louis Rozynès, ex-rédacteur en chef ultraconnivent du magazine professionnel *Livres hebdo*, a fondé Desourcesure : *« Le site espère monétiser son audience (400 000 visiteurs uniques en décembre) auprès des annonceurs à partir de 2008 »* (*Les Échos*, 4-5.1.08). Bakchich a débusqué un mécène belge. Plenel a investi une fraction (550 000 euros) de ses plantureuses indemnités de licenciement et convaincu trois industriels de lui donner de l'or (*Presse News*, 3.1.08). Il compte boucler un budget de 4 millions d'euros grâce aux dispositions du paquet fiscal de Sarkozy, qui pourraient galvaniser les donateurs assujettis à l'ISF (lire *Le Plan B* n° 11, décembre 2007).

La valeur de l'indépendance

« On est des chercheurs de scoops », explique Riché. Et quels scoops ! Pour Noël, Rue89 offre l'analyse baroque de *« l'érotique du pouvoir selon Sarkozy »* par Philippe Corcuff. Lequel disserte sur la *« belle phénoménologie de la caresse »* du philosophe Lévinas, *« plus proche de Cécilia que de Nicolas »*, tandis que l'écrivaine Yasmina Reza serait à coup sûr une *« midinette heideggérienne »* (Rue89.com, 23.12.07). L'information tomba à plat. Pour qu'ils retentissent, les scoops doivent exciter la curiosité des confrères. En révélant que Cécilia Sarkozy n'avait pas voté au second tour de l'élection présidentielle en 2007, Rue89 ne visait pas le prix Albert-Londres mais une quantité maximale de « reprises ». Telle était aussi l'ambition d'Edwy Plenel lorsque son site Mediapart annonça que le gouvernement s'apprêtait à vendre les antennes locales de France 3 à la presse régionale (mediapart.fr, 25 et 27.1.08). Comme nombre d'enquêtes moustachues diligentées par Plenel, celle-ci fit l'objet d'un démenti *« catégorique »* de l'Élysée. Depuis, Edwy se dit persécuté par le monde entier.

L'équipe de Mediapart se compose de plénelophiles chassés du *Monde* (François Bonnet, Laurent Mauduit, Erich Inciyan), d'exilés de *Libération* (Gérard Desportes, Sophie Dufau, David Dufresne), de débris de *L'Équipe*, de *France soir*, de *20 Minutes*. Sans compter deux personnages de bande dessinée exfiltrés de l'hebdomadaire bobo *Les Inrockuptibles*, Jade Lindgaard et Sylvain Bourmeau (Laisse d'or de *PLPL*), chargés de mettre en musique les *« logiques de niche, des logiques d'exigence, des logiques d'excellence, de services ajoutés, des logiques de club »* exigées par leur nouveau patron (BFM, 4.12.07).

L'étonnant, avec Plenel, est qu'aucun de ses amis ne l'ait supplié, même à genoux, de renoncer au journalisme. Depuis son éviction du *Monde*, journal qu'il livra aux crocs de Lagardère et de Maurice Lévy, Edwy gémit sur les maux dont il a vénéré les causes. Il a édifié un groupe de presse avec les amis de Sarkozy ? Il dénonce *« l'anormale situation de dépendance, économique et politique, de nos médias envers une oligarchie financière imbriquée à l'actuel pouvoir présidentiel »* (message à Rue89, 14.12.07). *« L'indépendance a de la valeur »* (BFM, 4.12.07), pétarade le journaliste qui a relayé nombre de fax policiers. Mais, à peine la création du site Internet annoncée, Ségolène Royal demande par écrit à tous les adhérents de son club, Désirs d'avenir, de soutenir Mediapart *« en [s']abonnant. Merci de ce geste militant qui s'inscrit dans la logique de la démocratie participative. Ségolène .»*

En matière d'indépendance, on pouvait imaginer meilleur départ. Comme l'un des fondateurs de Mediapart fut responsable de la campagne Internet de Royal, Edwy n'a qu'une idée : gratter le soutien de personnalités d'horizons divers. Bayrou, Goulard, mais aussi Besancenot et Bové ont obtempéré à la sommation, chacun expliquant dans une séquence vidéo « Pourquoi je soutiens ». Le témoignage de la psychanalyste Lydia Flem, fervente de Mediapart, a ému *Le Plan B* : *« Alors voilà, moi je pense que c'est important d'être contemporain de son époque. La presse papier pose beaucoup de problèmes aujourd'hui, aussi parce qu'elle n'est pas sur un écran. »*

Plenel en pleine forme

Coutumier d'accès de démence qui inquiètent ses créanciers mais nous le rendent sympathique, Edwy Plenel s'est à nouveau illustré sur France Culture (13.12.07). Il s'évertuait à y promouvoir Mediapart.fr. Or l'animateur Ali Baddou partage avec Plenel un don de bateleur d'estrade.

Plenel : *… S'abonner dès maintenant !*

Baddou : *… Et s'abonner dès maintenant ! Abonnement et souscriptions ouverts, donc, au public. Ça coûte entre 5 et 9 euros !*

Enhardi par ce prélude, Plenel dénonce à l'antenne *« l'oligarchie financière »* qui tient les médias et dont Alain Minc serait l'incarnation. L'animateur remarque que Plenel a travaillé dix ans main dans la main avec Minc. *« Je n'ai pas travaillé avec lui !*, hurle Plenel. *Alain Minc, l'univers qu'il représente, a pour moi toujours été non pas un partenaire mais un adversaire potentiel qu'il fallait tenir en marge. »* Quatre ans plus tôt, le directeur de la rédaction du *Monde* tenait un discours un peu différent. *« Alain Minc est devenu un ami, et je suis fier d'être son ami »*, ronronnait-il sur France 2 (6.3.03).

Convaincu que chacun avait oublié cet épisode, Plenel détailla à Baddou les circonstances de son éviction du *Monde* : *« Je savais bien que je faisais le bouclier pour tout le monde et y compris pour mes deux acolytes du moment* [Minc et Colombani] *»*, pleurnicha-t-il. Et soudain, le drame : *« Le bouclier, je vais faire du Lacan, c'est un bouc lié. Le bouclier est devenu un bouc émissaire. Le bouc émissaire, c'est un bouc qu'on ne sacrifie pas, qu'on envoie dans le désert. Et s'il s'en sort, du désert, et s'il survit, c'est un bouc délié. Un bouc libéré. Eh bien voilà, c'est celui-là que vous avez devant vous aujourd'hui. »* Stupeur dans le studio. Miséricordieux, Olivier Duhamel mit fin à ce grand moment de solitude : *« J'ai pas bien saisi l'analyse du bouc libéré… »*



Philippe Val…

Dans son éditorial de *Charlie Hebdo* (9.1.07), Philippe Val gourmande le patron de *Libération*, coupable d'avoir laissé publier *« pendant les fêtes »* une bande dessinée dans laquelle, *« évidemment, vient le moment où on se fout de la gueule de Finkielkraut »*. Hérésie ! D'autant que *« les auteurs* […] *écrivent "Finkelcrotte" – le juif chassé de l'humanité ramené à sa nature excrémentielle »*. En 1979, pourtant, paraissait *Au coin de la rue l'aventure* (Seuil), un livre dont une page était titrée : « Les aventures de deux hommes hors du commun, Pascal Brucmerde et Alain Faitescrottes »… Les auteurs antisémites de cet odieux jeu de mots ? Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut.

… et son clone

Parce qu'elle préconise le recours à l'immigration, la commission Attali a été qualifiée de « commission Attila » par Marine Le Pen : rien de nouveau au sein du Front national. Sauf que le rédacteur en chef adjoint de *Charlie Hebdo*, Charb, discerne dans ce jeu de mot vaseux *« un insupportable clin d'œil antisémite »*, qui suggérerait qu'un *« nouveau complot juif est en préparation »* (23.1.08). À l'égal de son patron, Philippe Val, Charb voit désormais des antisémites partout. Dans *Politis* (24.1.08), Denis Sieffert a cependant titré son éditorial « Le rapport Attila ». Clin d'œil antisémite ? *The Economist* (24.1.08) titre : « Attali the Hun » (Attali le Hun). Hervé Nathan, dans *Marianne* (5.1.08), a intitulé son article : « Commission Attali ou commission Attila ? » Une idée imitée par l'âne aux sabots dorés Jean-Michel Thénard dans *Le Canard enchaîné*. Son texte « Attali, Attila, c'est moi ! » débute ainsi : *« Ce n'est plus le rapport Attali mais le rapport Attila. »* Antisémites, Sieffert, *The Economist*, Nathan, Thénard ? Une chose est sûre : Val a trouvé son fils spirituel.

Trente ans de discours ethnique sur l'immigration

Le ciment médiatique de « l'identité nationale »

Depuis le début des années 1980, les rôles sont assignés : vus du *Figaro*, les immigrés constituent un repoussoir « ethnique », vus de *Libération*, ils sont la source d'indignations vertueuses. Dans les deux cas, ils rassurent les lecteurs sur eux-mêmes. En éludant l'essentiel : les travailleurs français et immigrés ont tous intérêt à fesser Jacques Attali et ses amis patrons.

Rue du Bon Pasteur, à Marseille, le spectacle est devenu routine : les forces de police font irruption par les deux extrémités, verrouillent toutes les issues latérales et contrôlent un à un tous ceux qui n'ont pas une peau laiteuse. Les étrangers dépourvus de papiers en règle sont embarqués au centre de rétention aux fins de reconduite à la frontière. Les préfectures ne font pas de détail : les objectifs assignés au colonel Hortefeux, en charge de l'Identité nationale (25 000 expulsions en 2007), ne tolèrent aucun atermoiement, la notation du ministre en dépend. Ici, une grand-mère centrafricaine est arrêtée chez sa fille alors qu'elle prenait son bain, là, un avocat malien spécialisé en droit des étrangers est prié lui-même de faire ses valises alors qu'il vit en France depuis 1962.

Couverture choisie

À *Libération*, on se frotte les mains. Les histoires qui émeuvent sont aussi celles qui font vendre. En 1998, Jacques Julliard bavait d'admiration devant l'habileté de Laurent Joffrin qui avait transformé le mouvement contre les lois Debré en promontoire commercial pour *Libération* : *« Il a fait de la fameuse pétition des cinéastes une affaire personnelle – une bonne affaire – transformant pendant quelques jours son quotidien en bulletin paroissial de Saint-Germain-des-Prés. »* Avec la célébration du « pouvoir d'achat » et la déploration des frasques présidentielles, le sort du sans-papiers constitue, par son absurdité même, l'un des axes possibles de rebuffade médiatique contre le pouvoir. De plus en plus honteux de leur servilité, les journalistes « de gauche » se rachètent en pleurnichant sur les cas les plus extrêmes, mais sans entamer les présupposés sur lesquels repose la catapulte préfectorale.

« Personne ne nie qu'il faille reconduire certaines personnes à la frontière », argumente dans *Charlie Hebdo* l'humaniste Philippe Val, dont la compassion pour les immigrés raflés en pleine rue est étroitement indexée sur leurs états de service : *« Lorsqu'on expulse des personnes qui travaillent, qui vivent et qui ont une famille en France, les gens qui aiment le droit républicain ont honte »* (16.1.08). L'étranger célibataire ou au chômage prendra l'avion. Claude Imbert, éditorialiste un peu moins à gauche que Philippe Val, donne néanmoins raison à son confrère : *« De même que le trop d'assistance décourage le travail, de même la pléthore et, plus encore, son anarchie ont fini par dénaturer une immigration par ailleurs fatale et nécessaire.* [...] *Que le pouvoir après une si longue défaite s'avise enfin, par l'"immigration choisie", de mettre de la raison dans un tel fatras, c'est un progrès »* (*Le Point*, 11.5.06). Une immigration choisie par Jacques Attali pour faire baisser les salaires dans les secteurs où le patronat ne peut plus mettre cent candidats en concurrence pour un poste.

Opposer travailleurs français et étrangers pour vendre des journaux, la technique est vieille comme Jean Daniel. En un quart de siècle, elle a rendu les cerveaux largement disponibles à la politique des quotas et insensibles à la nécessité d'un front commun. Comme le montre l'historien Gérard Noiriel dans un livre auquel le *Plan B* emprunte la plupart des références qui suivent[1], les échauffourées survenues à l'été 1981 aux Minguettes, dans la banlieue lyonnaise, ont servi à affiner le gibier de potence : le jeune de banlieue arabe ou noir remplaçait le travailleur immigré dans l'imaginaire médiatique. *Le Figaro* donne le ton sur lequel s'accordent la plupart des gazettes : *« Dans les quartiers à forte densité maghrébine, la situation devient explosive* [...]. *Le gouvernement, en supprimant les expulsions d'individus douteux, encourage donc les dévoyés »* (7.7.81). L'équivalence implicite entre *« individus douteux »*, *« Maghrébins »* et *« dévoyés »* popularise une rhétorique jusqu'alors réservée à la presse d'extrême droite.

Quelques semaines plus tard, le quotidien tire une nouvelle salve moustachue : un article intitulé « Les Maghrébins et les autres » affirme qu'en régularisant les clandestins le gouvernement socialiste a *« ouvert en grand la porte de notre pays à l'invasion et à l'aventure »* (22.9.81). Les élections municipales du printemps 1983 inspirent à nouveau les poètes du *Figaro*, qui publient une série d'articles aux titres éloquents : « Aux Minguettes, la loi des immigrés » (22.3.83), « Aux Minguettes, des policiers écœurés » (23.3.83), « Les Minguettes au seuil de l'explosion » (25.3.83), « Les Maghrébins en France : le seuil critique » (28-31.3.83). Au cours des années 1980, le discours sur l'immigration prend un tournant ethnique : ce ne sont plus les étrangers qui posent problème, c'est leur origine.

La figure du jeune de banlieue ne suffisant pas à cristalliser les peurs autour des musulmans, les médias fabriquent un deuxième épouvantail dont les contours sont modelés par des événements de politique internationale. La révolution iranienne de 1979 abreuve les télévisions d'images spectaculaires sur le danger islamiste. L'art du commentaire journalistique consistant à relier entre eux des événements qui n'ont aucun rapport, les médias se mettent à dénoncer le caractère religieux des grèves de l'industrie automobile (1981-1984). Pendant que le magazine *Minute* dénonce *« l'islam rouge »*, *Le Figaro* évoque les *« risques d'utiliser politiquement les immigrés. Les grèves d'Aulnay, pour ne citer que ce cas, ont montré qu'habilement manipulée par la CGT et le parti communiste, la main-d'œuvre étrangère, quand elle domine un secteur industriel, peut servir des intérêts sans rapport avec l'activité syndicale traditionnelle »* (1.9.83).

Paris Match publie une photo d'un ouvrier musulman, drapeau CGT au poing, avec un commentaire mentionnant la *« grève sainte »* (20.1.84). En juin 1936, le Parti de la presse et de l'argent (PPA) avait imputé les grèves à de prétendues directives venues de Moscou, accusation aussitôt démentie par Léon Blum, le président du Conseil. Cinquante ans plus tard, la gauche a capitulé et Pierre Mauroy reprend à son compte les arguments du camp adverse. En affirmant que les ouvriers de l'automobile sont *« agités par des groupes religieux et politiques dont les mobiles ont peu à voir avec les réalités sociales françaises[2] »*, le Premier ministre de François Mitterrand fait preuve d'un *« courage politique »* que *Le Figaro* applaudit ardemment.

La république en danger

Gérard Noiriel interprète ces grèves comme une rupture : la figure du « travailleur immigré », à travers les questions du logement, du racisme et du travail à la chaîne, fit les beaux jours de la presse de gauche dans les années 1970 ; elle disparaît dans les années 1980 au profit de la *« deuxième génération »* et de son *« intégration »*. En 1983, un journaliste du *Figaro* estime à 5 millions le nombre d'immigrés mais *« tout laisse prévoir qu'en raison du taux de natalité dans le milieu immigré leur nombre s'élèvera à 25 % en l'an 2000[3]. La France risque alors de se trouver confrontée aux problèmes d'une société multiraciale et multiculturelle* [...]. *Les plus optimistes comptent sur les facultés d'assimilation des populations étrangères, comme cela s'est produit dans le passé avec les colonies italienne et polonaise. Mais l'exemple n'est hélas plus valable. L'origine culturelle de la nouvelle immigration constitue un obstacle difficile à surmonter, comme le prouvent les conflits de plus en plus graves dans les banlieues concentrationnaires »* (1.9.83).

Parce qu'ils ne vont pas à l'église le dimanche, les nouveaux immigrés, musulmans, constituent un péril pour la France. Ce thème, mis en circulation par la presse d'extrême droite, est abondamment repris : *Minute*, dans son numéro du 16 juillet 1983, publie en couverture une caricature de Marianne en tchador. Dans un dossier « Serons-nous encore français dans trente ans ? », le prophétique *Figaro magazine* reproduit ce fantasme (26.10.86). Tout comme *Le Nouvel Observateur* (5.10.89), dont Laurent Joffrin vient de prendre la direction éditoriale. Pour *Le Point* aussi, ce ne sont pas les immigrés eux-mêmes mais *« l'origine de cette population »*, composée surtout de *« Maghrébins »* et d'*« Africains »*, qui menace l'identité nationale. Et l'hebdomadaire d'ajouter : *« Moins que leurs prédécesseurs, ces nouveaux immigrants ont le goût de s'intégrer, et davantage qu'eux la détermination de conserver leur identité culturelle »* (11.7.83). Les pleureuses de « l'intégration » sont lâchées, les luttes des travailleurs immigrés enterrées. Dorénavant, le thème de l'incompatibilité intrinsèque entre immigrés musulmans et « pays d'accueil » ne ...

Les immigrés dans le viseur de CNN

Les médias américains se mettent en quatre pour attiser la peur du clandestin, mais le feu a du mal à prendre.

La presse américaine est formelle : à dix mois de l'élection présidentielle, ce n'est pas la guerre d'Irak ou la couverture santé en loques qui préoccupe les électeurs, mais l'immigration. Certes, les enquêtes d'opinion indiquent le contraire. Mais un sondage n'est probant aux yeux des médias que s'il confirme leurs présupposés[1].

Le 28 novembre dernier, un talk-show sur CNN « opposait » plusieurs candidats à l'investiture républicaine, dont seul un entomologiste équipé d'un microscope aurait pu déceler les points de désaccord sur les sujets essentiels. Le débat valait surtout par l'importance extravagante accordée au « problème » de l'immigration, qui monopolisa les trente-cinq premières minutes de l'émission. Deux semaines plus tôt, l'index mouillé dressé vers le ciel, l'éditorialiste David Broder avait pronostiqué dans *The Washington Post* que *« l'immigration clandestine »* serait l'un des deux *« obstacles majeurs pour les démocrates »* dans la course à la Maison-Blanche (le second étant l'ex-président Clinton).

Les démocrates, trop laxistes envers les sans-papiers ? Cette thèse saugrenue enflamme la pom-pom journaliste de CBS, Gloria Berger. Le 10 novembre dernier, elle explique dans *U.S. News & World Report* que l'immigration pose un *« problème crucial »* et que les démocrates *« feraient bien de réfléchir à une solution »*. Pour la spécialiste, qui jouit d'une vue directe sur l'opinion de chaque Américain, c'est une évidence : *« Les électeurs indécis sont mécontents que rien n'ait été fait à ce sujet. Or quiconque souhaite devenir président a intérêt à contenter les indécis. »*

Coup de force

Dans l'esprit d'une Gloria Berger, ce sont surtout les médias qu'il importe de contenter. Mais eux ne sont pas indécis. Le 4 décembre, au cours d'un débat organisé dans l'Iowa entre candidats démocrates, la chaîne NPR somme ses invités de prendre position sur « trois questions clés » : l'Irak, la Chine et… l'immigration. Le lendemain, *The New York Times* assure le service après-vente de l'émission en titrant : *« L'immigration, sujet incontournable, divise les démocrates dans un débat dans l'Iowa »*. L'article, dont l'auteur a lu la presse, certifie que *« l'immigration constitue un thème décisif, aussi bien pour les primaires dans l'Iowa le mois prochain que pour le scrutin national en novembre 2008 »*.

Les éditorialistes entendent fixer les enjeux du scrutin. L'ennui, c'est que les électeurs n'obéissent pas toujours aux éditorialistes. Selon un sondage de l'institut Gallup publié le 1er décembre dans *USA Today*, ce n'est pas l'immigration mais bien la guerre d'Irak qui est leur principal sujet de préoccupation, la situation économique arrivant en deuxième position. Une autre enquête, effectuée par Bloomberg pour le *Los Angeles Times* (3.12.07), évalue à seulement 15 % la part des électeurs qui placent l'immigration parmi leurs trois sujets d'inquiétude les plus pressants.

Même lorsqu'on les interroge sur les *« immigrés illégaux »* – expression politiquement très chargée dans l'histoire américaine –, les Américains ne se répandent pas en cris effrayés. Selon un autre sondage Bloomberg-*Los Angeles Times* (6.12.07), *« une forte majorité de 60 % est favorable à la régularisation des immigrés illégaux s'ils n'ont pas commis de crimes, paient leurs cotisations et apprennent l'anglais »*.

« Abjects et paumés »

En fait, toutes les enquêtes démontrent que l'immigration n'est nullement le *« sujet incontournable »* brandi par le *New York Times*. La seule chose d'incontournable, en la matière, c'est la puissance de feu avec laquelle les médias projettent leurs propres constructions mentales.

Le talk-show du 28 novembre dernier, sur CNN, est à cet égard une caricature. Pour chauffer la matière grise de ses invités, l'animateur et journaliste boursier Lou Dobbs – célèbre pour ses bourdes puériles et ses braillements xénophobes – ouvre l'antenne en vociférant contre les partisans de l'immigration, ou supposés tels, évidemment absents du plateau : des *« fous à lier, abjects et paumés »*, qui *« s'emploient à subvertir la volonté de la majorité des gens de ce pays »*. Derrière ses postillons d'enragé de la suprématie anglo-saxonne, Dobbs ne fait que relayer le point de vue des médias dominants mieux élevés, selon lequel « la majorité des gens » est trop vulnérable à la subversion pour être digne de confiance. À leurs yeux, c'est aux journalistes et à eux seuls que doit incomber le choix du prochain président. Certains, comme Lou Dobbs, ne cachent pas qu'ils y travaillent ardemment.

Bien entendu, le temps passé à déplorer que le mur bâti à la frontière mexicaine ne soit pas assez haut ou pas assez électrifié – une des obsessions de l'électorat conservateur – réduit d'autant l'espace disponible pour d'autres sujets, comme la guerre d'Irak ou le gouffre des inégalités. Comme le note le sondeur Whit Ayres dans *USA Today* (4.12.07), *« tout ce qui permet de détourner l'attention de l'Irak est pain béni pour les républicains »*. Le premier amendement à la Constitution affirme que la presse est une condition de la démocratie. Il oublie de signaler que la destruction du PPA en est une autre.

1 Cet article est une traduction libre d'un article d'*Extra !*, le cousin américain du *Plan B*, *« The Lou Dobbs Primary ? Immigration more an issue for media than voters »*, (7.12.07). Voir www.fair.org

… cessera plus d'irriguer la veine des éditorialistes. *« Deux millions de musulmans en France, ce sont deux millions d'intégristes potentiels »*, frémit l'intellectuel « de gauche » Pierre-André Taguieff en 1997 au micro de France Inter[4].

Meilleurs alliés du journaliste qui veut imposer une « question de société », les sondeurs vont multiplier les enquêtes d'opinion sur les étrangers, avec des questions délicates : *« Est-il normal que les immigrés aient accès gratuitement à l'école ? » « Accepteriez-vous un Premier ministre ou un président d'origine maghrébine ? »* En 1974, un institut de sondage avait demandé à des individus de nationalité française : *« Vos rapports avec les immigrés sont-ils bons ou mauvais ? »* 43 % des personnes importunées avaient opté pour la réponse *« ni bons ni mauvais »*, montrant le peu d'intérêt qu'ils accordaient à cette question. Dix ans plus tard, l'indifférence à l'égard de ce qui préoccupe les journalistes est interdite : la même question est posée, mais la case « ni bons ni mauvais » n'apparaît plus.

L'amour de l'exotisme

La riposte de la presse « de gauche » à l'offensive contre les Maghrébins est calamiteuse. *Libération*, dirigé par Serge July, choisit d'abandonner la question sociale pour se tourner vers un militantisme culturel mou (MCM) destiné à valoriser les *« beurs »*, le *« métissage »*, le *« multiculturalisme »* aux dépens des ouvriers de Talbot qui luttent pour leurs droits et ceux de leurs enfants. Les slogans publicitaires remplacent les enquêtes sociales : *« Happy beur day »*, souhaite *Libération* aux manifestants de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, indûment rebaptisée « Marche des beurs » (3-4.12.83). Dans un article intitulé *« Beur is beautiful »*, *Globe*, la serpillière mensuelle mitterrandolâtre de Georges-Marc Benamou[5], livre une information qui renouvelle la sociologie de l'immigration : « *Dans un Hexagone voué de plus en plus au ringardisme lepénien, ils créent : des robes, des livres, des chansons, des comédies, des entreprises.* » *Marie Claire* se joint à la chorale en consacrant un dossier de quatre pages à *« la crème des beurs »* : *« C'est beau et beur à la fois. Vive le look beur »*, s'extasie en 1984 l'organe central des manucures.

En délaissant le social au profit du culturel, la « gauche » s'est encore pliée aux injonctions du PPA. Comme l'écrit Gérard Noiriel, *« la stratégie prônée par Serge July et* Libération *au début des années 1980 visant à lutter contre l'image négative des immigrés en pariant sur les "beurs" a échoué, parce qu'elle était fondée sur l'occultation de l'appartenance sociale des personnes concernées* […]. *Lorsque la dimension sociale est oubliée, les stéréotypes peuvent fonctionner quasiment tout seuls car les problèmes qui sont dus à la misère, au chômage, etc., sont attribués à l'origine, à la religion, à la nationalité.*[6] *»*

Dès lors, le discours stigmatisant peut s'afficher avec ostentation. L'affaire du foulard en 1989 et la guerre du Golfe achèveront de décomplexer les journalistes. Les images assimilant islam et fanatisme se multiplient : *Le Nouvel Observateur* dédie sa couverture à une femme en tchador et titre « Fanatisme : la menace religieuse » (5.10.89). *Le Point* s'interroge : *« Faut-il laisser entrer l'islam à l'école ? »*, tandis qu'un dessin de Konk, dans *Le Figaro*, représente une enseignante questionnant une élève voilée : *« Dis-moi quelle est la date de la victoire… euh ! je veux dire de la défaite de Poitiers »* (2.11.89).

En 1991, l'imminence de l'attaque en Irak fait trembler les rédactions, qui craignent, bien avant Jacques Marseille, le déclenchement d'une guerre civile en France : *« En cas de guerre, de quel côté seront-ils ?* […] *Quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, le beur de Saint-Denis se sentira toujours plus proche de ses frères qui conspuent la France dans les rues d'Alger et de Tunis »* (*Le Figaro*, 25.1.91). La même rhétorique de suspicion se répand dans les articles du *Monde*, qui considère que les *« beurs »* sont partagés *« entre la fierté et la crainte »* et que Saddam Hussein peut incarner, pour eux, une revanche *« contre les humiliations subies depuis plusieurs années »* (17.1.91). Sur TF1, Charles Villeneuve analyse : *« C'est la guerre du monde civilisé contre les Arabes*[7]. *»* Quelques années plus tard, évoquant le traitement de la Guerre du Golfe par sa chaîne, un ancien rédacteur en chef de TF1 se souviendra : *« Tous les courants de pensée qui traversent cette rédaction se sont retrouvés d'accord sur la façon d'agir avec Mougeotte* [le directeur d'antenne], *qui, lui, pourtant, parlait de "bougnoules" et de "ratons"*[8]. *»* Preuve que le langage des élites s'est démocratisé : en 2008, les troupes du ministère de l'Identité nationale parlent le Mougeotte en pleine rue.

1 Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIXe-XXe siècle). Discours publics, humiliations privées*, Fayard, 2007.

2 Pierre Mauroy, cité dans Gérard Noiriel, *op. cit.*, 2007, p. 613.

3 En 2004, on compte 4,9 millions d'immigrés en France, soit 8,1 % de la population totale. *Insee Première*, n° 1098, août 2006.

4 Cité par Pierre Tévanian et Sylvie Tissot, *Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Dagorno, 2002.

5 Voir *Le Plan B* n° 10, octobre 2007.

6 Gérard Noiriel, *op. cit.*, 2007, p. 656.

7 Cité par Serge Halimi, *Les Nouveaux Chiens de garde*, Raisons d'agir, 1997, rééd. 2005.

8 Cité par Christophe Nick et Pierre Péan, *TF1, un pouvoir*, Fayard, 1997.

Le « Progrès » d'une banque

Ayant croqué le quotidien lyonnais, le Crédit Mutuel dévaste l'imprimerie de Saint-Etienne en divisant les ouvriers. Pour les journalistes dociles, une récompense : Millenium.

« *Elle n'est pas mince, l'ambition de Nicolas Sarkozy : une politique de civilisation. Un grand dessein brassant grandes valeurs et grands mots, brillamment exposé hier* », s'émerveillait l'éditorialiste du *Progrès*, Francis Brochet, au lendemain de la conférence de presse présidentielle (9.1.08). La *Pravda* de la région lyonnaise est d'autant plus séduite par la « politique de civilisation » que celle-ci triomphe déjà en interne. Depuis le 27 décembre, le site d'impression du *Progrès* à Saint-Étienne est fermé. Une soixantaine d'ouvriers se retrouvent à la porte, en retraite anticipée ou en attente de « reclassement ». Leur dégraissage doit servir de baume à la gestion calamiteuse des dirigeants, qui ont creusé un trou de 15 millions d'euros ces deux dernières années.

Propriétaires et fossoyeurs

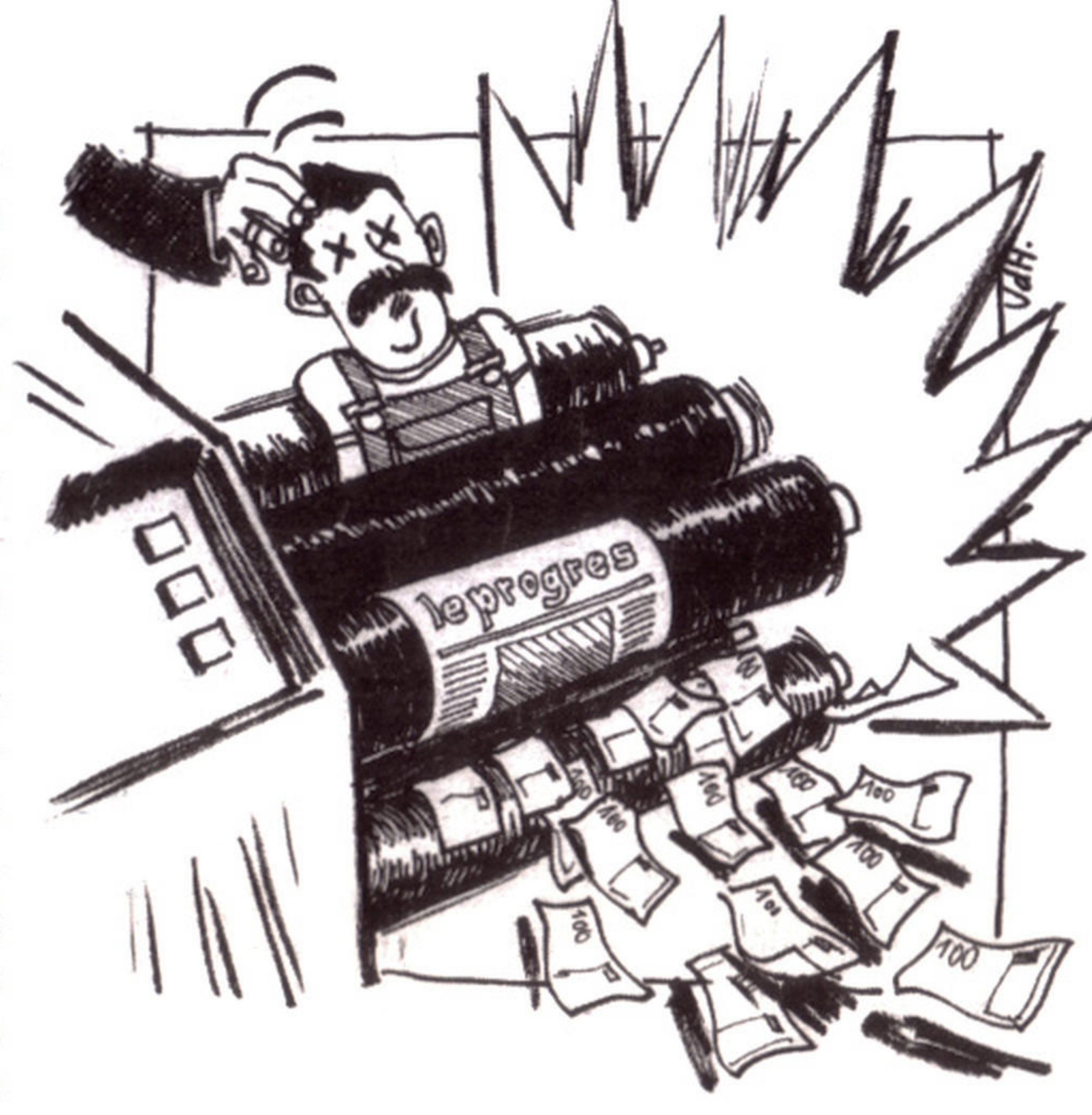
L'histoire du *Progrès* est celle d'un bouchon dérivant au gré des courants capitalistiques. En 1986, le titre est avalé par le groupe Hersant. En 2004, il tombe dans le bec de la Socpresse, contrôlée par Dassault, qui le revend deux ans plus tard au groupe Ebra, détenu à 51 % par *L'Est républicain* et à 49 % par le Crédit mutuel. À la tête du quotidien débarque un binôme moulé dans les fauteuils en cuir du PPA : Gérard Colin, ex-vice-président de *L'Est républicain*, et Pierre Fanneau, déjà « redresseur » du *Dauphiné libéré*. « *Ce sont les bras droits du Crédit mutuel*, explique au *Plan B* un délégué Filpac-CGT de Saint-Étienne. *La banque est derrière toutes leurs décisions. Le secteur bancaire ne devrait pas pouvoir écraser comme ça une entreprise de presse déjà à la dérive. Ils veulent juste nous liquider pour 2010. Passer à autre chose plutôt que faire rebondir le journal, si c'est encore possible. Ça, on le sent de plus en plus quand on discute avec eux.* » Sollicitée par *Le Plan B*, la direction du *Progrès* n'a pas souhaité s'exprimer.

Les PDG successifs ont sauté du navire avec des flotteurs d'argent : Michel Nozière d'abord, avec 2 millions d'euros ; Yves de Chaisemartin ensuite, avec 30 millions d'euros. Saint-Étienne encaisse. Ville de tradition ouvrière et de luttes, elle a vu son journal local glorifier la « réforme » tout en se faisant trouer par trois actionnaires en vingt ans. La fermeture de l'imprimerie ne serait jamais qu'une « restructuration » de plus si elle ne charriait quelques filouteries patronales en or massif.

Bons camarades

Il y a d'abord cette étonnante histoire de rotative évaporée puis retrouvée. À la faveur d'un « plan de modernisation », la Socpresse décide en 2004 de supprimer une première fournée de 35 emplois et d'investir dans une nouvelle « roto » de 9 millions d'euros. Pour l'accueillir, elle fait construire un bâtiment de 18 mètres de hauteur sur le site de Saint-Étienne. Le coût des travaux – 2,3 millions d'euros – est couvert en bonne partie par les aides publiques. Mais le nouveau hangar reste vide. Sans doute distrait par ses commandes d'armements, Dassault a oublié d'installer la roto, qui disparaît sans laisser d'adresse. Lorsque l'objet perdu de 200 tonnes réapparaît miraculeusement en 2007, la nouvelle direction a changé d'idée : la machine promise aux Stéphanois en compensation des emplois détruits, soudain ressortie du chapeau, doit à présent servir à la rénovation du centre d'impression de… Lyon. Moyennant quoi, celui de Saint-Étienne n'a plus qu'à mettre la clé sous la porte.

Enhardis par ce tour de magie, les banquiers du journal font repasser le contribuable à la caisse. En vertu du décret du 2 juin 2006, destiné à promouvoir la « modernisation sociale » des médias, l'État s'engage à financer 50 % des départs en préretraite. L'actionnaire du *Progrès* en profite pour dégraisser « moderne ». La CGT de Saint-Étienne, qui l'est moins, menace alors de porter plainte auprès du TGI : le Crédit mutuel étant constitué en association loi de 1901, il n'est pas habilité à contrôler – ni



à démembrer – une entreprise de presse. Au cours de l'AG du 18 mai 2007, 83 salariés sur 100 appuient l'action.

Mais les ouvriers stéphanois sont isolés. Le Syndicat du Livre de Lyon, voyant midi à sa porte, refuse de s'attirer les foudres d'une direction qui a su jouer les intérêts des uns contre ceux des autres. Sans espoir de voir les camarades lyonnais reprendre le flambeau, les salariés de Saint-Étienne renoncent à aller en justice. Leurs deux mouvements de grève de la mi-juillet n'empêchent pas la Filpac-CGT de signer l'accord-cadre condamnant le centre d'impression de Saint-Étienne. Il y a dix ans, un tel coup de poignard aurait été plus difficile à concevoir. Mais le pouvoir patronal, relayé par la branche lyonnaise du PPA, a balayé l'esprit collectif et courbé les échines.

Rue de la Robotique, à « Sainté », cette capitulation plombe l'ambiance. « *Les gens sont minés. Beaucoup de collègues sont démotivés depuis des mois, voire des années* », observe un ouvrier. « *Si l'objectif de la direction est de regagner des lecteurs avec un meilleur canard, sa stratégie relève de l'absurde, une fois de plus*, pointe un journaliste. *Les rédactions locales devront boucler plus tôt pour imprimer dans le Rhône. La direction prend donc le parti de priver ses lecteurs de nouvelles fraîches.* » La déléguée du personnel technique voit plus large : « *La direction poursuit des objectifs clairs : licencier au maximum et écraser une fois pour toutes le Syndicat du Livre. Il s'agit aussi de rapprocher les journalistes du processus d'impression tout en taillant dans leurs libertés.* »

Journalistes « solidaires »

Les rescapés de la retraite forcée sont promis à une reconversion, pour certains comme journalistes. Cette « promotion » est mal vue de la plupart des journalistes titulaires, eux-mêmes dans l'incertitude quant à la sauce à laquelle ils seront « modernisés ».

Résultat : un délégué stéphanois du Syndicat du Livre claque la porte du Syndicat national des journalistes (SNJ), qu'il accuse de n'avoir provoqué « *aucune levée de boucliers en* [leur] *faveur. Le SNJ s'est contenté de déclarer qu'il veillerait à ce que les ouvriers devenus journalistes soient à la hauteur* ». Sur quoi la direction promet que ces derniers seront sélectionnés « *pour leurs compétences* ». Celle de rédiger l'éditorial de Francis Brochet pendant sa sieste, en deux minutes trente et avec le gros orteil du pied gauche ?

Une fois encore, les journalistes font la démonstration de leur sens inné de la solidarité – avec d'autant plus de conviction qu'ils peuvent se prévaloir de l'excellent exemple du Syndicat du Livre lyonnais. « *Le soir du premier tour de l'élection présidentielle, nous étions en grève*, raconte une technicienne. *Nous avons trouvé face à nous des secrétaires de rédaction décontenancés, opposés à notre seul moyen de pression sur la direction. Et ce au nom de leur "devoir d'informer"… Or, si on recherche la qualité de l'info, il vaudrait mieux être soudés.* »

Le régime minceur du Crédit mutuel n'affecte pas la seule masse salariale. Il influe aussi sur la production de l'information. Les journalistes sont désormais leurs propres maquettistes. Grâce au logiciel Millenium, la direction leur mâche le travail en les obligeant à écrire dans des clous numériques infranchissables, disposés sur l'écran une fois que l'essentiel s'y trouve déjà : la publicité. Ce gain de temps et d'euros permet de déverser les hectolitres de texte directement sur papier et sur le Web. Les ouvriers de Saint-Étienne sont mal partis : *Le Progrès* vient d'entrer dans l'ère du « cross média ».

BRÈVES

Un coup des rouges

Dans son éditorial « Rendez l'argent ! » [sic] du *Point* (24.1.08), Franz-Olivier Giesbert écrit : « *Il y avait un vieux fond de communisme dans ce libéralisme à la sauce des subprimes.* » C'est l'évidence. D'ailleurs, il y aurait eu un vieux fond de libéralisme dans le goulag qui aurait pris Giesbert comme pensionnaire.

Plenel scandalisé

À la Tate Gallery de Londres, une toile de Hans Arp (1887-1966), datant de 1925 environ, est titrée *Moustache*. On dit qu'elle aurait scandalisé Edwy Plenel en raison de ce commentaire placé sous le tableau : *Moustache, associated with pomposity. Common affectation of figures of authority, the most embodied the spirit of bourgeois stupidity that had precipitated World War I.* « Moustache, associée à la fatuité. Un trait commun des personnages d'autorité ; symbole parfait de la stupidité bourgeoise qui fut à l'origine de la Première Guerre mondiale. »

Libération célèbre Attali

Dans un portrait de Jacques Attali publié dans *Libération* (26-27.1.08), Christophe Ayad écrit : « *Si c'était une voiture, ce serait une Ferrari, si c'était un piano, un Steinway. Le cerveau de Jacques Attali est une mécanique précise, rapide, souple, sans anicroche.* […] *En fait, Jacques Attali s'est trompé d'époque. Il était programmé pour la Renaissance, lorsqu'un homme pouvait encore avoir l'espoir de lire tous les livres.* » Maigre consolation : né au XXe siècle, il se fait lécher par *Libération*.

La colère soulève Halter

Le 1er janvier 2008, Benoît Duquesne invite sur Europe 1 Marek Halter. L'auteur de *Je me suis réveillé en colère*, est « *en colère* » contre les terroristes, les geôliers d'Ingrid Betancourt et les ennemis d'Israël, mais pas contre Nicolas Sarkozy. Invité à commenter les vœux du président la veille au soir, Halter, qui appelle Duquesne « *Benoît* », admet : « *Je le connais et je l'aime beaucoup. Je l'ai trouvé bien, sympathique.* […] *Je vois un copain qui aime, qui divorce.* »



La lutte est acharnée mais *Le Plan B* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

Depuis qu'il boit le thé avec Jean-Marc Sylvestre sur France Inter et assouplit ses charentaises sur le plateau d'i-télé, **Bernard Maris** pensait avoir conquis sa place au Rotary des singes savants. Mais les chemins de la gloire sont parfois savonneux, comme le démontre sa prestation tragique sur France 2 le 28 janvier. Invité par Yves Calvi à expertiser le trou de la Société générale aux côtés du thatchérien Jacques Marseille, du strauss-kahnien Pierre Moscovici, du député sarkozyste Frédéric Lefebvre, du barriste Emmanuel Lechypre (rédacteur en chef de *L'Expansion*) et du courtier d'affaires André Chassagnol, Maris se réjouissait d'être en si bonne compagnie. Un sourire chevalin suspendu aux oreilles, le sous-directeur de *Charlie Hebdo* est d'accord avec tout le monde. Lefebvre prêche pour la moralisation du système financier ? *« Tout à fait »*, approuve Maris. Lechypre s'étonne des *« défaillances »* du système de contrôle bancaire ? Maris s'étonne à son tour.

Mais voilà que Calvi l'interroge sur la *« crise des subprimes »*, dont Maris ignore tout. Paniqué, « l'économiste » se jette sur son verre d'eau en bafouillant une phrase incohérente, avant que Marseille n'abrège le supplice en prenant la parole à sa place. Pour faire oublier ce moment de détresse, Maris va alors jouer son va-tout. Bouton, suggère-t-il, *« aurait peut-être pu négocier avec le gouvernement et dire : voilà, on a une position terrible, si nous bouclons lundi dans un marché baissier, nous allons perdre je ne sais pas combien, est-ce que vous nous autorisez… »* Cris horrifiés autour de la table. Les invités n'en croient pas leurs oreilles : Maris vient de plaider en faveur d'un arrangement frauduleux entre le PDG de la Société générale et les pouvoirs publics. Le courtier Chassagnol en rugit d'indignation : *« On arrive dans la grande magouille ! Attendez, alors on appelle le gouvernement et on dit : arrêtons le marché ? »* La caméra zoome sur la mine défaite de Maris, qui découvre que le reniement est un sport à risques. Pour le consoler, *Le Plan B* lui remettra une laisse d'or emballée dans des actions de la Société générale.



BRÈVES

Sarkozy s'inspire de la République des idées



Présidé par l'essayiste Pierre Rosanvallon, signataire en 1995 de la pétition en faveur d'Alain Juppé, le cercle de réflexion social-libéral la République des idées avait nourri le programme de Ségolène Royal (lire *Le Plan B* n° 4, octobre 2006). Après l'élection, Sarkozy avait cherché à *« "débaucher" quelques intellectuels de gauche et de renom, proches de la République des idées »* (*Le Monde*, 20.5.07). Dans la foulée, Martin Hirsch, pilier du club des groupies de Rosanvallon, obtenait un poste de sous-commissaire aux Pauvres (lire *Le Plan B* n° 8, juin 2007). Qu'apprend-on à présent ? Que le programme présidentiel de l'UMP s'est directement inspiré de la République des idées ! Ancienne directrice des études de l'UMP et actuelle directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy, Emmanuelle Mignon est interviewée par le site nonfiction.fr (7.1.08) :

« Avez-vous trouvé des pistes de réflexion dans les travaux de la République des idées ?

– Oui, bien sûr. Nous avons lu tous leurs livres. D'ailleurs, les livres sont là, sur mes étagères. [Elle les montre] […] *Il est dommage que les intellectuels qui ont alimenté notre projet ne soient pas – du moins pas encore – allés au bout de leur démarche en acceptant de nous rejoindre pour mettre en œuvre les réformes. Tout ce qu'a produit, par exemple, la République des idées va à l'encontre de la pensée unique. C'est le cas par exemple d'Éric Maurin, lorsqu'il écrit que la carte scolaire est un instrument qui aggrave la ségrégation urbaine et donc les inégalités ; c'est le premier à avoir écrit cela. »*

Comble d'ironie, la République des idées se prétend « de gauche ». Depuis mai 2007, ses membres ont été régulièrement invités dans les journaux ou à la radio (sur France Inter, Nicolas Demorand les adore) pour incarner l'opposition raisonnable aux experts sarkozystes. On comprend mieux l'ennui mortel que suscitent ces « débats ».

Un Giscard regrette le PCF

Interrogé par *L'Express* (29.11.07), Henri Giscard d'Estaing, fils de Valéry et PDG du Club Med, explique ainsi son renoncement à la politique active : *« Lorsque j'ai commencé à m'engager, le Parti communiste rassemblait de 15 à 20 % des voix et il existait un vrai débat d'idées. Aujourd'hui, les discussions tournent surtout autour de la bonne gestion de la France. »* Et la gestion est excellente !

Libération ouvert à l'ouverture

Les journalistes de *Libération* fleurissent plusieurs ministres « d'ouverture », en particulier Martin Hirsch, chouchou de Joffrin, et Jouyet, cerveau des socialistes oui-ouistes que *Libération* représente. Le premier *« a fait un parcours sans fautes, sans pour autant se renier totalement »*. Le second est *« discret, efficace et parfaitement au fait de ses dossiers* […]. *Cet ancien bras droit de Delors à la Commission européenne est aussi un homme de convictions »*. Ce qu'il a montré en ralliant Sarkozy. Quant à Bernard Kouchner, il *« a bien tenu le contrat, allant à Bagdad pour rappeler que la France, partie prenante dans la reconstruction de l'Irak avec l'ONU, a fermé la parenthèse antiaméricaine ouverte par Jacques Chirac »* (*Libération*, 8.12.07).



Ma banque est mon amie

« Chief economist » surpayé de la banque d'affaires Ixis (mais aussi enseignant à Polytechnique et à la Sorbonne en même temps que membre du Conseil d'analyse économique), Patrick Artus estime dans *Capital* (janvier 2008) que *« le pouvoir d'achat n'est pas le principal problème à régler »*. Il faudrait au contraire imiter l'Allemagne et les *« lois Hartz : licenciement aisé, indemnités de chômage réduites, retour "forcé" à l'emploi… »* Mais qui ira pleurer sur la tombe d'Artus ?



Tapie fume la moquette

La santé mentale de l'homme d'affaires inquiète. Bernard a expliqué au *Parisien* (6.1.08) : *« Si Sarkozy avait été en 2007 le candidat de la gauche, la gauche aurait gagné la présidentielle. »*

Socialisme moderne

La veille de la déclaration d'amour de Tony Blair à Nicolas Sarkozy lors d'une réunion des cadres de l'UMP (12.1.08), on apprenait que l'ancien ministre socialiste du Royaume-Uni avait *« été recruté jeudi par la banque américaine JP Morgan Chase en tant que conseiller à temps partiel »* (LaPresseAffaires.com, 11.1.08). En décembre 2005, l'ex-chancelier social-démocrate Gerhard Schröder avait été recruté par Gazprom.



Réconciliation



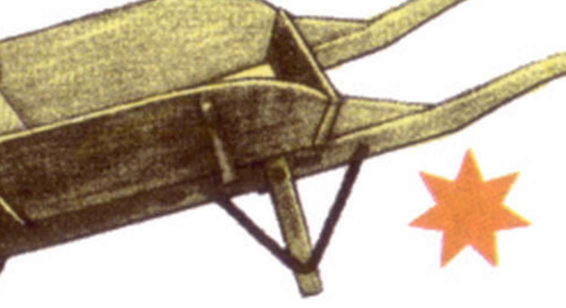
Selon *Challenges* (3.1.08), *« Ségolène Royal et Alain Minc se sont réconciliés en grande pompe en déjeunant Chez Laurent, à Paris, le 14 décembre. À peine le déjeuner terminé, Alain Minc s'est empressé de faire part de ses impressions à Nicolas Sarkozy »*. La traîtrise comme métier et comme vocation…

Renouvellement

Déjà chroniqueur à France inter, le oui-ouiste fanatique Bernard Guetta devient chroniqueur à *Libération*. Voilà qui tombe bien : depuis la dernière recapitalisation du quotidien, Guetta siégeait à son conseil de surveillance. De son côté, *Le Monde* diversifie la ménagerie de singes à plume qui anime sa dernière page : Éric Le Boucher (le week-end) s'y sentait seul. Il peut désormais jouer avec les nouveaux chroniqueurs, dont Nicolas Baverez (déjà éditorialiste au *Point*), Caroline Fourest (déjà journaliste à *Charlie Hebdo*), Philippe Askenazi (la République des idées). Enfin France Info racle les fonds de tiroir en recrutant Edwy Plenel, déjà chroniqueur sur France Culture et RTL.

PPDA lance un nouveau journal

Ce n'est pas *Le Plan B*. C'est *Doggy*, destiné aux amoureux des chiens. De garde ? En tout cas, PPDA a annoncé cette naissance canine, qui revigore le journalisme, lors de son journal télévisé de 20 heures, sur TF1.



Field : libre et sarkozyste

Ancien dirigeant trotskyste du mouvement lycéen devenu journaliste de droite, Michel Field est très content de LCI, la chaîne qui l'emploie (et qui appartient à TF1). Il y retrouve un autre ancien dirigeant trotskyste, devenu animateur et télévendeur, Edwy Plenel. Conclusion de Field cité par *Le Figaro* (30.11.07) : *« LCI est un vrai moment de synthèse, de réconciliation par rapport à tout ce que j'ai fait avant. Et c'est du journalisme pur et dur, j'adore ça. On peut aller voir Jean-Claude* [Dassier]*, on sait qu'on sera toujours bien reçu. »* Surtout quand celui qui va voir le très sarkozyste Dassier a, comme Field, animé des meetings avec Sarkozy.

Royal remercie BHL

Dans son livre *Ma plus belle histoire, c'est vous* (Hachette Littérature, décembre 2007), Ségolène Royal écrit : *« J'ai reçu l'appui infiniment précieux d'un philosophe français.* […] *Nous nous retrouvions dans un bar, non loin de mon antenne de campagne.* […] *Au total, une bonne dizaine de fois.* […] *Parfois, lorsque la fatigue déformait mes traits et qu'il me répétait sa phrase préférée : "Vous êtes d'une beauté extrême !", je savais que c'était exagéré. Mais cela me faisait rire et, je l'avoue, ne pouvait pas me faire de mal. »* Adressé à un chef (présumé) du socialisme français, c'était surtout un éloge décisif.

Aphatie, barde des patrons

Sur son blog de RTL, Jean-Michel Aphatie écrit (13.12.07) : *« Il est fréquent de nommer "patrons", avec toute la charge méprisante et archaïque que véhicule ce mot, ceux qui emploient des salariés. Parler d'entrepreneurs, c'est déjà mettre en valeur un état d'esprit, une aptitude au risque, une prise de dangers, et donc accepter de manière implicite les contreparties, c'est-à-dire un pouvoir certes raisonnable et raisonné, mais tout de même un pouvoir, et puis aussi une inégalité de rémunération qui vient récompenser ou bien l'audace ou bien la création de richesses. Ces banalités-là, il faut encore les écrire dans la France du XXI*[e] *siècle parce que l'esprit public demeure hostile aux "patrons" que très peu de personnes appellent "entrepreneurs". »* Quatre jours plus tôt, Arnaud Lagardère avait été interrogé par Aphatie et il l'avait trouvé *« aimable »*.

Les chouchous de l'UIMM

Selon *L'Express* (6.12.07), *« L'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) a versé de l'argent liquide à des journalistes, à des sociologues et à des bureaux d'études. Il s'agissait de "dépenses de rayonnement" à confié pudiquement Pierre Guillen, ancien délégué général, lors de son audition par la police judiciaire. »* Les abonnés au *Plan B* jouent depuis à deviner qui a été payé par l'UIMM – et qui la sert gratuitement…



Vous êtes membre d'un mouvement ou d'un parti anticapitaliste. **Que se passe-t-il** quand vous acceptez, au prétexte de diffuser plus largement votre message, de vous plier aux exigences des dispositifs médiatiques ?

Quelques exemples tirés du film *José Bové, le cirque médiatique**, offert avec ce numéro à nos abonnés délicieux.

* Le film n'est pas en vente. L'unique moyen de s'en procurer un exemplaire est de s'abonner au journal.

1 Vous devenez journaliste à la place des journalistes

[José Bové] sait très bien sur quels formats on travaille. Par exemple, en radio, il dit : « Je peux te faire quarante secondes », il fait une réaction sur quarante secondes, qui est un son, voilà, un format parfait pour une radio. Ça, il sait faire.

C'est parce que peut-être on est un peu feignants, quelque part…





Une journaliste de Radio France, lors d'une action de la Confédération paysanne au Salon de l'agriculture.



2 Vous mangez ce qu'on vous donne sinon c'est la fessée



3 Vous offrez un rôle à Karl Zéro



Mais surtout, Vous risquez de finir comme ça :

Ancien de la Ligue communiste révolutionnaire, chef de file, en 1973, du mouvement lycéen contre la loi Debré, puis PDG de la Field Company… *« Le parcours de Michel Field prouve que la Ligue sert à quelque chose… »*, analysait Alain Krivine dans *Le Monde* (31.8.97).

Bonjour, en 1898, Geoffroy Guichard – ce n'est pas seulement le nom d'un stade – fonde à Saint-Étienne les établissements Casino. Un siècle plus tard, Casino est un grand groupe : c'est le vôtre.

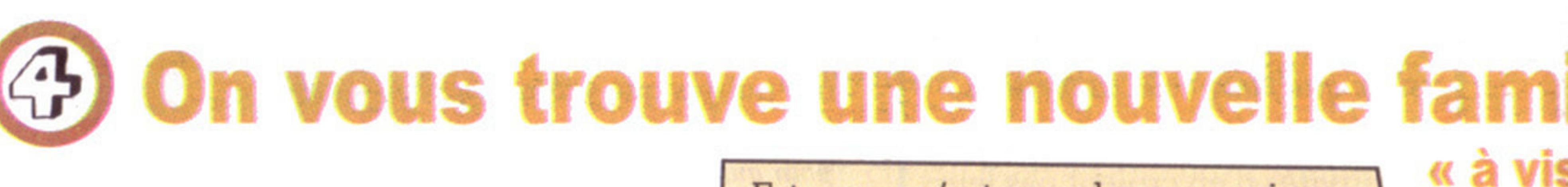
Extrait d'un « film d'entreprise ».

Alors, les tout premiers produits arriveront dans les magasins dès le mois de juin ou juillet. Et d'ailleurs, Michel, voici une barre de caisse standard.





Oui, « sourire sui
signature. C'est u
de donner le sour
sourire est, au fon
Et nous allons le f
cette grande cam

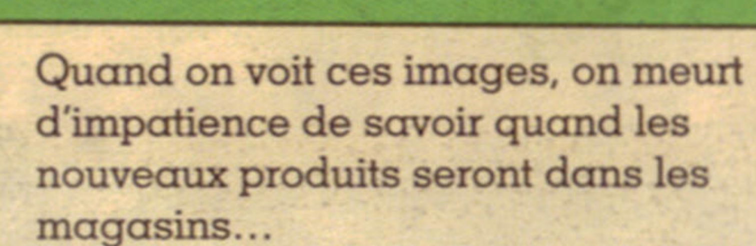


4 On vous trouve une nouvelle fami
« à vis



lle
age humain »











⑤ Vous devrez savoir dire « stop ! »









⑥ Vous discutez littérature

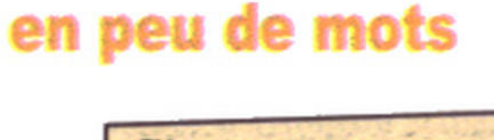




⑦ Vous expliquez votre stratégie en peu de mots









⑧ Vous êtes l'idole des patrons











⑨ Bernard Tapie vous sermonne





Résultat :





Jean-Émile Sanchez, successeur, en 2004, de José Bové au poste de porte-parole de la Confédération paysanne.

La « rupture à l'amiable » au banc d'essai

« L'entreprise, c'est la vie »

Le Code du travail revu et corrigé par le Medef pense le salariat comme un club de rencontres où l'employeur et l'employé fraternisent avant de « rompre à l'amiable ». Impatient de découvrir ce monde enchanté, *Le Plan B* part à sa rencontre dans trois entreprises pionnières de la Bresse bourguignonne.

Louhans, capitale de la Bresse bourguignonne et des volailles de supermarché. Dans cette zone rurale vieillissante, désertée par les services de l'État et accaparée par les débiteurs de poulets, ouvriers et employés représentent 63,5 % de la population active (contre 54,4 % dans l'ensemble du pays). Intérim généralisé, peur du chômage et asphyxie des syndicats y garantissent la paix sociale, que la presse du coin entretient à coups d'encensoir pour les patrons charismatiques et de publireportages à la gloire des annonceurs fidèles ou potentiels. C'est dire si cette tranche de France profonde offre un terrain propice à la *« modernisation du marché du travail »* voulue par le Medef. C'est *« une victoire de l'intérêt général »*, exultait Laurence Parisot à l'issue des négociations (*Le Journal du dimanche*, 13.1.08). Selon la maréchale du patronat, l'intérêt général aura triomphé pour de bon *« lorsque les jeunes Français* [...] *aimeront tous penser que l'entreprise, c'est la vie »*. Afin de les y aider, outre *« l'impulsion extraordinaire que donne le président de la République vers la modernité »*, le Medef et ses garnitures syndicales ont, *« de façon non conflictuelle »* et dans un esprit de *« véritable démocratie sociale »*, élaboré *« une flexisécurité française qui offre à tous davantage de souplesse et de sécurité »*. Le pays de Bresse est parfaitement préparé à cette utopie. Souplesse de l'échine salariale, sécurité de l'intérêt patronal : l'entreprise, c'est la vie. La preuve par trois (le supermarché, la boîte de transports et la maison de retraite), dans cette zone de non-droit « à l'amiable » où ceux qui triment ont aussi l'ordre de se taire.

Chez Champion, « plus facile la vie » dans deux mètres carrés

Dans la salle du personnel, on ne parlait que d'elle : Nathalie, la caissière des pompes à essence. L'effrontée qui enchaîne les heures d'été dans une petite boîte de moins de 2 mètres carrés a osé raconter à un journaliste local – réfugié depuis au *Plan B* – qu'elle demandait en vain *« une bonne chaise depuis deux ans »* et que sa direction avait attendu qu'elle *« tombe dans les pommes pour installer la clim en été »*. Le déchiffrage des cartes bleues ne tolérant aucune dissipation, on lui interdit formellement d'écouter la radio en cabine ou de garder son téléphone portable. Pas question non plus d'émettre la moindre objection lorsque le client roi lui reproche sa *« lenteur »*. La caissière encaisse les amabilités, qui lui *« rentrent par une oreille et sortent de l'autre »*, mais *« péterait un câble »* si elle devait rester toute l'année enfermée dans ce placard. Témoignage somme toute banal d'une salariée rompue à la « politique de civilisation », comme dirait le chef de l'État.

Les autres employés de Champion sont logés à la même enseigne. Ici, un boucher voit défiler semaine après semaine la troupe des intérimaires, que la direction mouline pour éviter d'embaucher. Là, un caissier ne décolle pas du Smic après vingt-deux années passées à scanner les code-barres.

Mais c'est Nathalie seule qui a brisé la loi du silence. Le 4 août 2007, lorsque l'article paraît dans *Le Journal de Saône-et-Loire* sous le titre « Travailler dans moins de deux mètres carrés », elle prend conscience de l'énormité de sa faute. Témoigner pendant les heures de travail n'est certes pas encore un délit sanctionné par la loi, mais c'est déjà un acte de rebellion, une insulte pour les clients et un crime de lèse-gratitude envers le directeur, M. Picard, qui eut la bonté de lui faire signer un CDI. Un châtiment s'impose, « à l'amiable » : dix minutes de rallonge sur le temps de travail pour *« rattraper le temps perdu à parler au journaliste plutôt qu'à servir les clients »*. S'ensuivent deux convocations, chez M. Picard et chez le chef régional du groupe Carrefour (magasins Champion), lesquels lui brandissent l'article sous le nez pour agiter la menace d'un licenciement.

L'entretien va laisser des traces. *« Si vous n'êtes pas contente, la porte est grande ouverte,* vocifère le patron. *Je vous interdis de parler à nouveau à un journaliste dans mon établissement. Est-ce que moi j'ai une radio dans mon bureau ? »* Nathalie ne sera pas licenciée – trop cher pour la boîte – mais en sera quitte pour se faire *« pourrir la vie »* : changements de poste à la dernière minute, horaires éclatés, regards assassins de la déléguée du personnel et d'autres collègues...




La Bres
Super U La Bressane à St-Germain-du-Bois
D'une activité à l'autre

Ci-contre, à gauche, l'actualité sociale de la grande distribution vue par le quotidien local. À droite : quand Dominique Prudent, le roi du transport de poulets, invite un footballeur pour ses bonnes œuvres, le même journal se dévoue pour immortaliser l'évènement. Comme dit son rédacteur en chef, il faut *« faire un effort pour renforcer l'identité locale »*.

Le Champion de Louhans est à l'image de la Bresse qui « gagne et investit » : les salariés du coin, terrifiés par le chômage, consentent au port de la muselière pour ne pas grossir la queue qui s'allonge devant Adecco et Manpower. S'ils flanchent, le patron ne manquera pas de leur rappeler ce qu'ils lui doivent : la chance inouïe d'un emploi, que toute indiscrétion réduirait à néant. Quand les syndicats existent, ils sont affaiblis ou mangent dans la main de celui qui les nourrit. « Parler à la presse », dans les rares occasions où celle-ci veut bien les entendre, sonne sur-le-champ l'ouverture de la chasse aux sorcières. M. Picard, petit costume trois pièces, archétype du chef de rayon hissé à l'étage supérieur, se refusera à tout commentaire sur les représailles infligées à sa caissière. Quelques semaines plus tard, encore froissé par l'écart de conduite de son quotidien favori, il remontera les bretelles d'un autre journaliste du même titre venu rendre compte de la très polémique « foire aux vins ». Heureusement, un « bon papier » a remis le journal et son annonceur sur la même longueur d'ondes[1]. Pour Nathalie, toujours cloisonnée dans sa boîte de sardines enregistreuse, le redressage de torts se poursuit.



Chez Prudent, « la fraîcheur au quotidien », surtout pour les syndicalistes

Farid a quitté sa boîte un patron aux fesses et un goût d'amertume syndicale dans la gorge. Délégué CGT des chauffeurs pendant plusieurs mois chez Prudent, une des plus grosses entreprises bressanes de transport de produits frais, ce jeune travailleur a tenté de mener le combat du paiement des repos compensateurs, que le patron refuse à une centaine de routiers. « *Au début du conflit,* explique-t-il au *Plan B*, *on était au moins 90 chauffeurs à vouloir planter le piquet de grève. Certains attendent plus de mille heures de repos compensateur, ce qui représente presque 10 000 euros. Quand le patron a vu qu'on commençait à s'organiser, il a menacé un par un tous les chauffeurs qui voulaient engager le combat. "Connard", "salope" sont des mots banals pour lui. Il sait user de la parole et ça impressionne tout le monde, moi y compris.* »

L'entreprise Prudent, bienfaitrice choyée du pays de Bresse, est plantée le long d'une départementale au milieu des champs de maïs. Elle tourne 24 heures sur 24 et emploie 270 personnes, dont une moitié de chauffeurs qui transportent jour et nuit les poulets gavés avec ce même maïs, découpés et mis sous cellophane dans les filières agroalimentaires du coin. Dominique Prudent tient sa main-d'œuvre par diverses laisses, dont celle du loyer : le seigneur des poids lourds est aussi un gros propriétaire immobilier, qui loge ses salariés dans ses propres maisonnettes. En bon suzerain, il délivre ses faveurs aux plus méritants, dont il embauche qui l'épouse, qui la sœur, qui la tante… Lorsqu'un sujet se rebiffe, les portes claquent. « *Aujourd'hui, à quelques semaines de l'audience de compromis aux prud'hommes, à Chalon*[2], *on n'est plus qu'une petite quinzaine de chauffeurs, dont des gens comme moi qui ont dû quitter la boîte à cause des pressions patronales. Plus de 80 chauffeurs se sont désistés* », déplore Farid, désormais sur liste noire. Selon lui, Dominique Prudent a pris lui-même le téléphone pour dissuader les entreprises concurrentes d'embaucher son ex-chauffeur.

« *La technique,* souligne Farid, *c'est diviser pour mieux régner. Et ça marche. Franchement, j'ai presque de l'estime pour ce mec parce qu'il parvient à ses fins. Personne ne bronche, surtout pas les syndicats. Début novembre, la déléguée FO a signé une charte faisant passer les chauffeurs au coefficient 150*[3] *contre l'abandon des revendications de paiement des repos compensateurs. Ça me décourage mais ça ne m'étonne pas. Après plusieurs mois de revendications sociales qui n'ont pas abouti, je vais vous dire le fond de ma pensée : 90 % des employés de cette boîte sont des mange-merde.* »

Chez Prudent, intérimaires et permanents ont beau subir les dépointages forcés, constater les destructions de palettes de fruits encore comestibles et se plier en quatre pour vérifier les erreurs de stock en dehors de leur temps de travail légal, silence et soumission sont les mamelles de l'emploi. Chacun doit témoigner au patron l'infini respect que celui-ci a pour lui-même. Voici quelques années, Dominique Prudent a rendu célèbre sa mégalomanie en réclamant que la rue où trône son château soit rebaptisée à son nom. Étrangement, la mairie de Branges a fait la sourde oreille.

HEUREUSE INITIATIVE AUTOUR DE LA VISITE DE JEAN TIGANA

15 m³ d'équipements de foot pour les jeunes Maliens

Dans le cadre de sa mission humanitaire sur l'amélioration des équipements hospitaliers du Mali, Jean Tigana a reçu ce jeudi à Louhans un joli cadeau des clubs de football bressans.

Tonton Jacquinot, qui a su conserver des liens particulièrement solides dans le milieu du football, a eu plaisir à accueillir jeudi soir l'illustre Jean Tigana, l'un des héros des Coupes du Monde 1982 en Espagne et 1986 au Mexique et à qui entre autres on doit une fière chandelle lors de la demi-finale de l'Euro 1984 disputée à Marseille face au Portugal.

Jean Tigana, qui se veut humble mais aussi chaleureux, est aujourd'hui aidé dans sa mission humanitaire à destination de son pays natal par l'industriel le SC Châteaurenaud, l'AS Sornay, l'US Bantanges-Rancy, l'ES Branges mais aussi l'US Montret et le Groupement du football louhannais n'ont donc pas hésité à répondre spontanément à l'appel de Dominique Prudent. Celui-ci a expliqué au parterre le sens de sa démarche. « *C'est après le jubilé de Jean Colas, en voyant cette imposante masse de maillots, qu'il m'est donc venue l'idée de faire quelque chose pour les jeunes du Mali* ». Faut-il savoir que les petits Maliens n'ont pas le bonheur de disposer d'équipements dignes de nom. Sur des terrains de fortune, avec des buts montés à la hâte, des

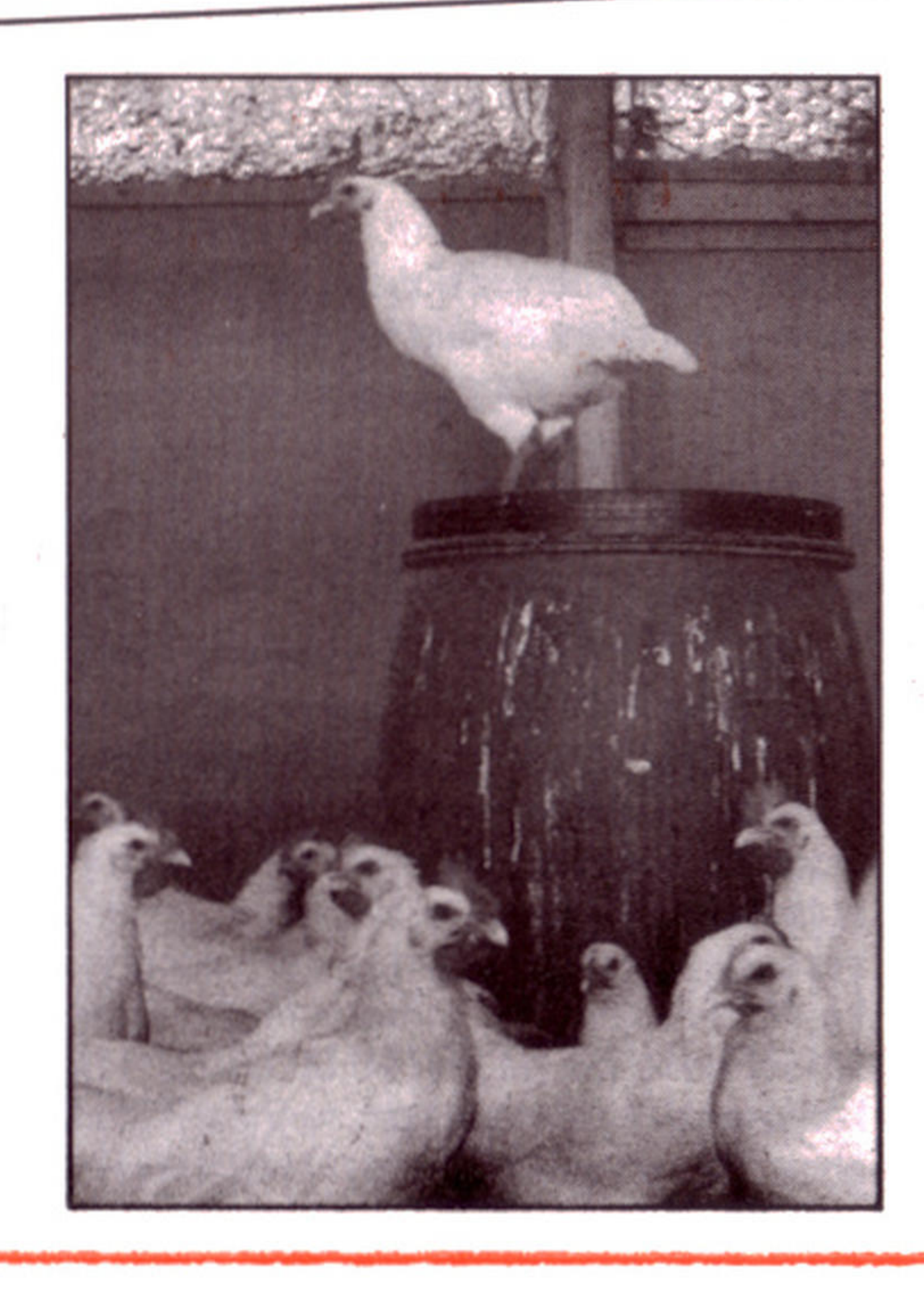
CAHIER LOCAL

MM demande de faire un effort pour renforcer l'identité locale (hors agenda, initiation de sujets).

Les sujets de Une Locale doivent faire l'objet d'un choix affirmé parmi ces 5 thèmes importants à traiter de façon tournante. Le sujet doit permettre d'avoir des affichettes Edition.

Les 5 thèmes sont :

- Argent, consommation
- Urbanisme environnement (cadre de vie)
- Santé (locale et régionale)
- Politique locale et régionale
- Loisirs fédérateurs (hors sports)



Depuis, le baron des semi-remorques se console en cliquant sur la page « people » du site officiel de l'Olympique lyonnais, où on le voit souriant de ses mille dents aux côtés du chanteur Julien Clerc. Quand le *Plan B* lui adresse en bonne et due forme une demande de reportage dans son entreprise, l'homme du monde redevient séance tenante un chef d'entreprise : « *L'entreprise, c'est moi. J'en ai rien à foutre de passer dans le journal. Vous ne mettrez pas un pied dans mon entreprise et vous ne poserez aucune question à mes employés. C'est clair ?* »

Pour la presse locale, c'est parfaitement clair. Depuis que Prudent a savonné un journaliste coupable d'avoir pris contact avec une syndicaliste FO, la notabilité médiatique a fait amende honorable. Le convoyeur de poulets est aussi un dévoreur d'espaces publicitaires. De surcroît, il a dans son carnet d'adresses le numéro de vedettes vermoulues comme Gérard Depardieu ou Jean Tigana, qui se pavanent de temps à autre au pays de l'AOC sous cellophane ainsi que dans la gigantesque demeure de l'oligarque bressan. Pour ne pas fâcher ces têtes de gondole, et recueillir de leur bouche fameuse les trois petits mots qui feront la une du canard local, mieux vaut ne pas indisposer leur ami Prudent. Silence radio, donc. Les journalistes se contentent de faire la photo quand le patron au grand cœur envoie des tee-shirts et des ballons en Afrique de l'Ouest. Sur les plates-formes, en revanche, plus une tête ne dépasse.

À la maison de retraite, mise au repos des « éléments perturbateurs »

Bonne nouvelle : Marianne a arrêté les antidépresseurs. Depuis que la direction l'a déférée devant son tribunal et clouée au pilori devant tous ses collègues, cette aide-soignante carburait à la chimie. Tout comme Nathalie, la caissière de Champion harcelée pour cause d'indiscrétion, Marianne est condamnée à une peine de « *séparabilité* » pour avoir témoigné de ses conditions de travail à la Louhannaise, une maison de retraite privée de Louhans.

Quelques jours avant sa comparution devant le jury managérial, un journaliste du *Journal de Saône-et-Loire* – pas encore exilé en sardonie – est venu effectuer un reportage dans les couloirs de l'établissement, objet de controverses depuis deux ans. Marianne lui confie que la Louhannaise n'est « *pas aux normes* », que le personnel n'a « *toujours pas de salle* » et qu'il n'y a « *pas d'accès pour les chaises roulantes, alors que 80 % de nos pensionnaires se déplacent comme ça* ». Les chutes de vieillards sont fréquentes, dit-elle, mais n'émeuvent pas le propriétaire des lieux, un notable bressan qui a bâti sa fortune dans l'industrie des maisons de retraite. Un secteur florissant, puisque à Louhans le nombre de retraités et de préretraités est passé de 29,5 à 33,4 % de la population entre 1999 et 2004.

Bien que l'aide-soignante prenne soin de saluer les « *améliorations* » survenues depuis la nomination de la nouvelle directrice, Marie-Christine Lyonnais, cette dernière est ulcérée. L'article, paru le 5 octobre 2007 sous un titre d'une virulence inouïe – « À la Louhannaise, les mises aux normes se font attendre » –, serait le fruit d'une « *manipulation* » ourdie contre sa personne. Pour mater l'insurrection, elle lance une guerre de basse intensité faite de menaces, de convocations et d'avertissements. Le compagnon de Marianne, technicien dans l'établissement, se voit sommé de présenter sa démission. Elle-même est convoquée pas moins de trois fois dans le bureau de Mme Lyonnais, une ancienne infirmière passée aux commandes lorsque la maison de retraite a été classée établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). À chaque fois, l'audience à charge dure plus de deux heures. La supérieure lui reproche de connaître personnellement l'auteur de l'article incriminé et de l'avoir sollicité pour qu'il vienne « *nuire à l'établissement* ».

Formulées d'abord à huis clos, ces accusations seront réitérées devant tout le personnel lors d'une réunion du conseil de la vie sociale : « *Je me suis retrouvée devant les 41 autres employés, tous les regards sur moi, la directrice qui notait sur un tableau toutes les améliorations qui avaient eu lieu depuis qu'elle était là et, le doigt pointé vers moi, elle m'accusait d'avoir voulu nuire à l'établissement. C'est la première fois de ma vie que je subissais de telles représailles. Je me suis sentie humiliée, ridiculisée, j'avais le souffle coupé. Tout le monde sait que le bâtiment n'est pas aux normes, que les cailloux, les plaques d'égout, le dénivelé et les graviers compliquent sérieusement le parcours des gens. Le dire est pourtant interdit. Je ne comprends pas. Il s'agit quand même des conditions de vie de personnes qui paient 2 000 euros tous les mois et qui se plaignent de plus en plus de ces dysfonctionnements.* »

Tandis que les locataires de la résidence continuent d'arroser le propriétaire de pétitions et de lettres recommandées, la directrice s'affaire à traquer les « *éléments perturbateurs* ». À ce jour, l'aide-soignante et son compagnon ont tenu bon. Il n'en va pas de même pour le *Journal de Saône-et-Loire*, qui, soucieux de « *ne pas envenimer les choses* », a préféré ne pas remettre les pieds dans l'établissement. Un suivi de l'information risquerait d'affoler les personnes âgées désireuses d'y finir leurs jours et qui constituent le cœur de cible de la presse locale.

---

1 Selon une enquête du syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR), la PQR est le premier média d'information auprès des décideurs de la grande distribution. Les supermarchés constituent l'une des principales sources de financement publicitaire des quotidiens régionaux.

2 Le 22 novembre dernier, l'avocat de M. Prudent a refusé tout compromis. Le jugement du tribunal des prud'hommes est attendu pour fin mars.

3 Le passage au coefficient 150 se traduit par un bonus de 20 euros mensuels, une meilleure retraite et un passage au statut de « grand routier ».

L'auto-entartage d'Alexandre Adler

L'analyse radiophonique de la situation au Venezuela est-elle compatible avec l'ingestion d'une tarte paysanne ? *Le Plan B* attire l'attention des apprentis chroniqueurs géopolitiques sur les gestes à éviter.

Le 4 décembre 2007, Alexandre Adler consacre sa chronique matinale sur France Culture au référendum perdu par Hugo Chávez. L'enjeu est considérable : par le passé, l'ex-kremlinologue, scandaleusement surnommé « Triple-Crème » par *Libération* à cause d'un léger embonpoint[1], avait déjà qualifié le président vénézuélien de *« dictateur rouge-brun »*, de *« putschiste »*, de *« semi-caudillo »*, de *« populiste créole »* et de *« gorille bolivarien »*[2]. Réussira-t-il à renouveler son répertoire ? Las ! À peine a-t-il proféré le mot *« dictature »* que sa liaison téléphonique s'interrompt brutalement. Ali Baddou, l'animateur de la matinale, enchaîne : *« Un petit problème de liaison apparemment avec vous, Alexandre Adler. C'est le jeu du direct et du téléphone portable. La suite, on la connaîtra peut-être demain. »*

Quelques jours plus tard, un lecteur fait part au *Plan B* des protestations qu'il a adressées à France Culture : *« C'est un scandale ! Régulièrement Alexandre Adler fait sa chronique par téléphone. C'est quasi inaudible. Et pire, aujourd'hui, la chronique a été coupée. Ne peut-on pas lui demander d'être présent sur le plateau ? D'autant que son salaire est conséquent, non ? »*

Réponse outragée de la radio publique :

« Bonjour,
Vous semblez oublier qu'Alexandre Adler est éditorialiste sur les questions de géopolitique, ce qui exclut une présence quotidienne sur le plateau !
Cordialement,
Les relations avec les auditeurs. »

Pourtant, contrairement à ce que laisse entendre France Culture, ce matin-là Adler n'explorait pas les confins du monde libre à califourchon sur un malheureux chameau, rampant dans les chatières d'une grotte afghane ou pilotant le voilier barbichu de Laurent Joffrin. *Le Plan B* est en mesure de l'affirmer : ce 4 décembre 2007, Alexandre Adler se trouvait à Paris, dans une pâtisserie à deux pas des Invalides (VIIe arrondissement), un établissement que le « chroniqueur géopolitique » fréquente assidûment.

Quelques secondes avant le lancement de sa chronique, « Triple-Crème » faisait l'acquisition d'une tarte paysanne au prix de 3,80 euros. La main droite occupée par son téléphone portable, la main gauche par son portefeuille en cuir de kangourou (il est chroniqueur géopolitique), le virtuose des matinales préparait un exercice de haute voltige : savourer la délectable friandise tout en alertant les auditeurs endormis de France Culture sur la barbarie d'Hugo Chávez. Mais l'acrobate est pris de vitesse. Ali Baddou le propulse à l'antenne alors qu'il n'a pas fini d'engloutir sa bouchée. Tressaillant sous l'effet de la surprise, il perd le contrôle de la tarte, dont un morceau se détache et tombe sur son joli pull-over en cachemire marron vraisemblablement offert par BHL.



Catastrophe meringuée

Pour la clarté de l'analyse, un intermède géostratégique s'impose. Il faut savoir que la tarte paysanne contient trois strates : la première se compose d'une fine pâte feuilletée, la seconde de pommes cuites, et la troisième – la plus succulente – d'un nappage de blancs d'œufs montés en meringue d'une rare légèreté.

C'est ce dernier étage qui s'écrase sur le ventre du chroniqueur. Dans un pugilat désespéré contre le chaos planétaire, Adler refrène ses jurons et tente de sauver la meringue en perdition. Le Venezuela s'effrite à l'antenne tandis que, parti en brioche, l'éditorialiste fourre un doigt plein de crème sur le micro de son téléphone, dont il obstrue l'huis instantanément. La gravité du sinistre le contraint à rompre toute communication avec le reste du monde pour se consacrer à la traînée blanche et collante qui macule désormais son cachemire.

Sur le seuil de la porte, il hésite. Rappeler dans l'instant France Culture pour conclure sa chronique ou finir le reste de tarte pour ensuite aller changer de pull-over ? Le style, c'est l'homme : *« Madame, s'il vous plaît, je vais vous reprendre une tarte paysanne… Mettez-moi aussi un chou à la crème. »*

1 Voir son portrait dans *Libération* (19.6.04). Pour un peu, ces odieuses attaques sur le physique rappelleraient les années 1930.

2 Notamment dans *Le Figaro* (18.9.04).

Excès de crème

Adler a-t-il transféré ses bureaux à la pâtisserie des Invalides ? Le contenu de ses chroniques matinales semble indexé en effet sur la teneur en crème de ses douceurs préférées. Le 3 mai 2007, au lendemain du débat entre les candidats Royal et Sarkozy, il lâche à l'antenne : *« Je n'ai jamais fait mystère de voter pour Nicolas Sarkozy. Dès le premier tour je l'ai fait, et je le ferai si Dieu le veut pour le second. »* Deux jours après la victoire de son prince, la bouche encore pâteuse de baba au rhum, il balbutie : *« On reprend la charrue maintenant, après la fête, toute relative d'ailleurs, d'hier »* (8.5.07). Puis il se pourlèche dans *Libération* de la *« façon de faire énergique et sympathique »* de Sarkozy, qui lui donne *« un sentiment d'élation*[1]*, voire d'euphorie »* (20.7.07). Quelques flans plus tard, il soupire : *« J'ai été évidemment très impressionné par la prestation de notre chef de l'État, dont je trouve la rhétorique extraordinairement moderne et la façon de répondre souvent très directe »* (21.9.07). Mais l'actualité internationale ne lui laisse aucun répit. Le 25 septembre, il explique que le mari de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, *« qui est anglais, ne peut lui rendre visite que de temps à autre »*. Or ce dernier est mort depuis 1999. Encore une petite truffe à la liqueur, Alexandre ?

1 « Élation » s'écrit sans « f » et se dit d'un trouble maniaque du comportement caractérisé par une crise de… légèreté.

Le temps, c'est du gâteau…

Indigestion de tartes paysannes ? Ou crise de manque due à une rupture de stock ? Le matin du 17 décembre, avachi au micro de France Culture pour sa chronique quotidienne, Alexandre Adler ne se sent pas bien. Son billet de géopolitique sur « les mystères de Moscou » s'ébranle comme d'habitude dans un ronronnement post-prandial, mais soudain c'est la panique. Attention : l'extrait qui suit, retranscrit avec une rigueur scientifique, est à déconseiller aux personnes sensibles.

Adler : *« Ceux qui comme moi souhaitaient évidemment la victoire de ce courant* [libéral] *espéraient qu'un homme comme Sergueï Ivanov, sous des airs de fausse brute, l'ancien ministre de la Défense, euh, saurait finalement euh maintenir cette coalition, notamment en, en…* [il fait claquer sa langue], *notamment eeeen… no-no-notamment eeeen…* [il refait une tentative] *souhaiterait maintenir cette coalition* [il reprend son souffle] *notamment eeeeeen… »*

L'animateur Ali Baddou [compatissant] : *Vous allez y arriver à n'en pas douter, Alexandre…*

Adler : [bafouillis inaudible, et profond soupir]…

Baddou : *Allez-y…*

Alexandre Adler : *Nota-no-no-notamment eeeeen…* [Il déglutit.]

Baddou : *Ça arrive…* [rire gêné] *Mais notamment, en tout cas pour vous aider, c'est donc à l'intérieur des arcanes de ce qui se passe dans la politique russe…*

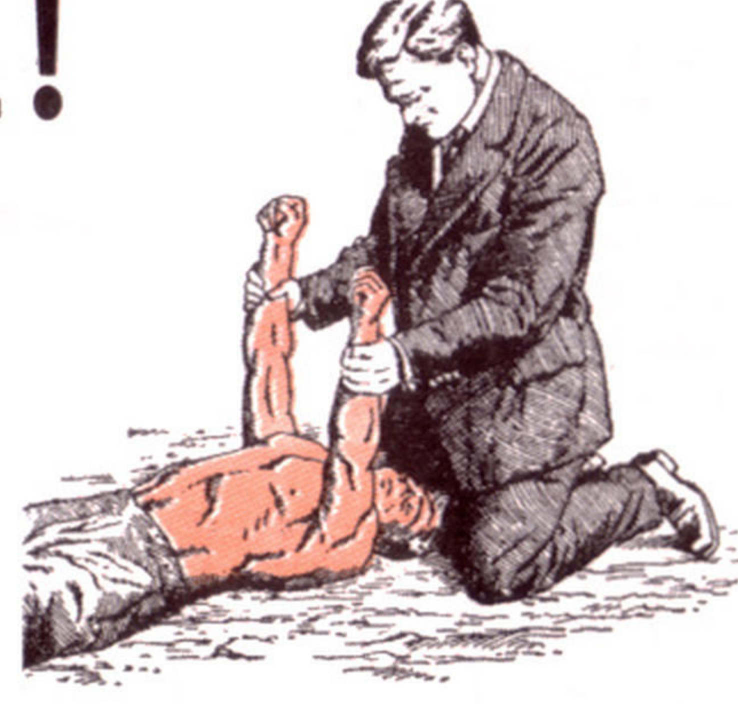
Adler [dans un soulagement immense] : *Oui !*

Ali Baddou [avec douceur, comme à un enfant] : *Vous souteniez donc la coalition…*

Adler [petit silence, puis se ressaisissant] : *Oui, je soutenais cette coalition et il se trouve que de l'autre côté effectivement tout allait dans le sens, oui notamment Sergueï Ivanov, qui est un homme plus dur, avait notamment… »*

Au total, l'apoplexie adlerienne a duré 31 secondes. Or, selon *Libération* (19.6.04), « Triple-Crème » serait payé 3 800 euros par mois pour une moyenne de dix-neuf chroniques (en comptant les vacances) de 4 minutes, soit 200 euros la chronique de 240 secondes, ou 83 centimes par seconde. Le 17 décembre, les borborygmes d'Adler lui ont donc fait gagner 25,80 euros, soit l'équivalent de six tartes paysannes et d'un chou à la crème.

Pauvre Laurent Joffrin !



Le 8 janvier 2008, dans la cour de l'Élysée, les 800 journalistes venus lécher leur rédacteur en chef Nicolas Sarkozy à l'occasion d'une « conférence de presse » s'apitoient sur le plus bête d'entre eux[1] : Laurent Joffrin, qui vient d'être mouché par le président de la République. *Le Plan B* a retranscrit les premières secondes de l'accrochage :

Sarkozy : *Monsieur Joffrin.*
Joffrin : *Monsieur le Président.*
Sarkozy [Voulant flatter la fatuité du personnage.] : *Monsieur Joffrin !*
Joffrin : *Laurent Joffrin, de* Libération.
Sarkozy : *Non, c'est d'abord Monsieur Joffrin.*
Joffrin [Très ému, il rougit.] : *Heu… je vous en prie. Merci, monsieur le Président* [Gloussements dans la salle.]. *Bonjour. Hé, hé.*
Sarkozy : *B'jour.*
Joffrin : *Ma question est la suivante : Vous occupez de manière fréquente, sinon continue, la scène médiatique* […]. *Est-ce que vous n'avez pas instauré une forme de pouvoir personnel, pour ne pas dire une monarchie élective ?*
Sarkozy : […] *Monarchie élective ! […] Monsieur Joffrin, un homme cultivé comme vous, dire une aussi grosse bêtise*[2]…

Joffrin était arrivé en plastronnant à l'Élysée. Il ne doutait pas un instant de son triomphe : le coup de la « monarchie élective » déstabiliserait d'autant plus sûrement Sarkozy que cette idée – épaisse et creuse comme une gaufre – avait été directement empruntée à l'un des conseillers du président : Alain Minc, lequel expliquait quelques jours plus tôt dans un entretien fleuve à *Marianne* : *« Nous ne vivons pas dans un régime parlementaire mais sous l'empire d'une monarchie élective. »* (*Marianne*, 15.12.07) Or, Joffrin est persuadé qu'on peut être simultanément PDG de *Libération*, plagiaire du plagiaire Alain Minc et Victor Hugo.

Deux jours après la conférence de presse, Joffrin fait publier, dans la rubrique « La phrase du jour » de *Libération*, ce propos : *« Joffrin, c'est le seul opposant à Sarkozy »* Signé : *« Un journaliste après la prise de bec entre le président de la République et le directeur de* Libération *»* (10.1.08). Ivre de lui-même, Joffrin a déjà annoncé la parution d'un livre consacré à l'aventure de sa vie.

Dans tout bon empire de papier, les célébrations du chef dissimulent ses échecs. Ce fut le cas là aussi. Car, à la question de son « pouvoir personnel », Sarkozy avait répliqué : *« Mon pouvoir personnel ? Mais est-ce que vous avez compté le nombre de "unes" que vous,* Libération, *m'avez consacrées ? C'est vous qui faites mon pouvoir personnel ! »* Pris en faute, Joffrin ne put rien faire de plus que fixer ses souliers.

1 Lire « Le journaliste le plus bête de France », www.homme-moderne.org/plpl/n24/p8.html

2 Le chef de l'État pensait sans doute à l'article précédent.

L'imagination au pouvoir

Que le PDG de *Libération* censure un journaliste dans un numéro spécial titré « Quarante ans après. Vive 68. […] *Libération* s'engage pour revendiquer un héritage que certains aimeraient "liquider" » (1.2.08), même Serge July ne l'aurait pas imaginé. Laurent Joffrin, si. Après avoir supprimé la chronique de Daniel Schneidermann consacrée aux déboires du *Monde*, Joffrin a expliqué qu'il ne fallait pas critiquer trop durement *« un journal que nous respectons »*. Puis il a ajouté sur France Inter (1.2.08) : *« On a le droit à une opinion, mais pas n'importe laquelle. »* Monarchie élective ou dictature barbichue ?

LE PLAN B  Rééduque la presse 

Selon le site bakchich.info (4.12.07), le numéro du *Nouvel Observateur* avec BHL en couverture a *« fait un flop, la plus mauvaise vente de l'année »*. Après BHL en chemise, l'hebdomadaire de Jean Daniel a essayé Simone de Beauvoir nue. Encore un effort…





Jean-Marc Rouillan séquestré par les matons de la presse

Lundi 17 décembre, Jean-Marc Rouillan, détenu depuis février 1987, quitte la prison en régime de semi-liberté. Il commence sa première journée de travail aux éditions Agone, à Marseille.

La presse frétille. France Info lance son « reportage ». Une voix de journaliste fatiguée ânonne : *« C'est une petite maison d'édition, située à deux pas de la gare Saint-Charles. À l'étage, une mezzanine. De la rue, on aperçoit les salariés, derrière leurs ordinateurs. En vitrine, les derniers ouvrages publiés. »* Hélas, ce jour-là, les portes d'Agone sont fermées…

Bonne actrice, rouée, reine du direct, la journaliste poursuit, la voix rapide, essoufflée : *« Éditeur de sciences humaines et de philosophie souvent très engagé, Agone revendique ainsi ses choix éditoriaux : "Nous avons la prétention de donner à lire ce que l'université, des sciences à la philosophie, peut contenir de subversion." Cela ressemble un peu à la langue de bois des années 1970. »* La citation est exacte, mais, pour les médias, « subversion » renvoie forcément à « années 1970 » et à « langue de bois ».

Le studio parisien interroge le « terrain » méridional : *« Mais qu'est-ce qui a poussé cette maison d'édition à accueillir Jean-Marc Rouillan ? »* Le terrain répond : *« En fait, la rencontre entre Agone et Jean-Marc Rouillan s'est faite en plusieurs étapes. Le cofondateur d'Action directe s'est lancé dans l'écriture dans les années 1970. À la recherche d'un éditeur, il croise la route de Thierry Discepolo, le directeur éditorial d'Agone, qui lui rend visite en prison. »* En 1970, Rouillan venait de quitter le lycée pour lutter en Espagne contre le franquisme[1]. Son éditeur, lui, se trouvait encore à l'école primaire…

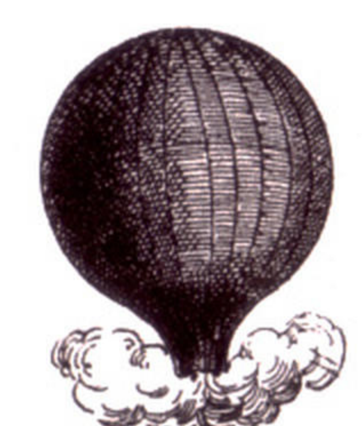
« Il a mangé quoi ? »

À France Info, on n'a pas le temps de lire correctement les dépêches de l'AFP que l'on plagie. L'original indiquait : *« La rencontre entre Agone et Rouillan s'est faite en plusieurs étapes.* […] *Rouillan s'est lancé dans l'écriture dans les années 1990.* […] *À la recherche d'un éditeur, il croise la route de Thierry Discepolo, qui lui rend visite en décembre 2003 à la centrale de Moulins-Yzeure (Allier). »*

Pour expliquer la proximité entre Rouillan et Agone, l'AFP avait rappelé que l'éditeur s'inscrivait *« dans l'héritage des mouvements politiques d'émancipation opposés au système capitaliste »* dont la *« première crainte concerne le comportement de la presse et de certains de ses représentants, qualifiés de "vautours" »*. Dans le cas d'espèce, la qualification se révéla d'une précision redoutable. Car, lors de la libération de Rouillan, la journaille assiège les fenêtres et la porte (fermées) de la maison d'édition, sonne, filme les sonnettes, interviewe les voisins. Déception : aucun d'entre eux ne paraît affolé par la libération d'un « terroriste ». Les questions se font alors plus mordantes : *« Il a mangé quoi ?… » « Champagne et foie gras ! »* réplique, sardoniquement, un voisin.

Entouré de deux agents de probation, Rouillan quitte la maison d'édition sous les flashes. Puis il descend la rue, poursuivi par les paparazzi. Des fenêtres, des voix hurlent : *« Laissez-le tranquille ! »* Sur la place, des jeunes qui tournaient en scooter le félicitent pour sa sortie de prison. Enfin, Rouillan entre dans une bouche de métro. Les vautours demeurent agrippés à leur proie. Cédant à un élan de franchise, l'un d'eux avoue à Rouillan : *« Je sais , c'est nul ce que je fais, mais c'est pour croûter. Parce que j'ai lu tout ce que tu as écris, et c'est super. Continue ! »* Des vigiles durent intervenir avec des chiens pour que le métro puisse enfin fermer ses portes et démarrer.

1- Lire Jann-Marc Rouillan, *De mémoire. 1. Les jours du début : un automne 1970 à Toulouse*, Agone, 2007.



EN HAUSSE :

Marcos. Le sous-commandant de l'armée zapatiste EZLN a compris avant Olivier Besancenot les impasses de la stratégie médiatique. *« Nous sommes passés de mode, explique-t-il. Si c'était à refaire, je ne changerais rien sauf, peut-être, être moins présent sur la scène médiatique »* (*Gatopardo*, décembre 2007, cité par *Le Point*, 13.12.07).

Attac. Dans une lettre d'appel à cotisation datée du 22 décembre 2007, les coprésidents de l'association altermondialiste, Aurélie Trouvé et Jean-Marie Harribey, évoquent *« des populations manipulées et anesthésiées par le système des grands médias »*. Et poursuivent : *« S'émanciper de ce système est aujourd'hui une priorité stratégique. »* L'essayiste Philippe Corcuff, qui assimile toute évocation d'un « système » médiatique et d'une « manipulation » à une « théorie du complot », va-t-il démissionner de l'association ?

Les pauvres. Dans *Le Figaro* du 17.7.07.



LE FIGARO *mardi 17 juillet 2007*

Les pauvres, un marché potentiellement juteux

DÉVELOPPEMENT
Selon le Boston Consulting Group, en négligeant certains consommateurs des pays émergents, les entreprises occidentales passent à côté d'une manne. [...]te petite armée de consommateurs, coincée dans un « no man's land » entre l'extrême pauvreté et la nouvelle classe moyenne, se sent délaissée, injustement, faute d'offres et de modèles économiques appropriés. Des envies, elle

EN BAISSE :

Éric Fottorino. Le nouveau PDG du *Monde* ajuste son style à celui du président de la République. Quelques heures après avoir cédé aux actionnaires minoritaires (Lagardère, Prisa) qui exigeaient la démission du représentant de l'actionnaire majoritaire (la Société des rédacteurs du *Monde*), Fottorino exposait à la « une » du quotidien son ambition de *« faire briller la marque* Le Monde *pour les années qui viennent »* (*Le Monde*, 27-28.1.08). Ne lui manquent plus que les chaînettes en or et la Rolex.

Sylvain Bourmeau. Le jeune homme un peu fort qui fut rédacteur en chef adjoint des *Inrockuptibles* a vu sa cote monter en flèche à l'Élysée : la carrière musicale de Carla Sarkozy doit beaucoup aux efforts promotionnels du magazine. Comme le rappelle *L'Express* (24.1.08), *« Carla Bruni [a] fait ses débuts sur scène au festival des Inrockuptibles »*.

Maurice Lévy. Le président du groupe Publicis n'a trouvé personne d'autre que son ami BHL pour prononcer son éloge lors de la remise d'une distinction par une association américaine qui avait auparavant honoré le président de Coca-Cola et celui de L'Oréal. *« "Maurice s'est toujours battu pour défendre ses idées. Il est un exemple pour nous tous", a affirmé Bernard-Henri Lévy »* (AFP, 18.1.08). En 2003, BHL avait fait l'éloge funèbre de Jean-Luc Lagardère.

Le Parisien espérait séduire le jury de la laisse d'or du *Plan B* en publiant sous la plume de Renaud Saint-Cricq (17.12.07) un monument de lèche titré « Rien n'échappe à Yves Calvi ». L'animateur multicarte qui officie sur France 2, France 5 et France Inter et dont la société de production appartient au groupe Lagardère y est présenté comme un *« défricheur impénitent, inlassable curieux »*. Son émission « C dans l'air » (France 5) est *« excellente »*, un *« petit bijou »*. Quant à « Mots croisés », que Calvi anime sur France 2, c'est *« le vaisseau amiral du débat politique sur France 2 »*. Après mûre réflexion, le jury de la laisse d'or a estimé que Saint-Cricq pouvait mieux faire.

AU FOND DU TROU :

Clothilde Dumetz. La présentatrice de la revue de presse matinale de France Inter est-elle aussi l'attachée de presse personnelle de Laurent Joffrin ? Chaque éditorial du censeur barbichu est relevé, cité, brossé, recommandé, léché par celle que *Télérama* (22.12.07) décrit sans rire comme une *« croqueuse de perles médiatiques »*.



Le simplet du traité

Survolté par le traité « simplifié » de Sarkozy, Christophe Barbier, le directeur de la rédaction de *L'Express*, délivre aux internautes une étourdissante leçon de civisme européen.

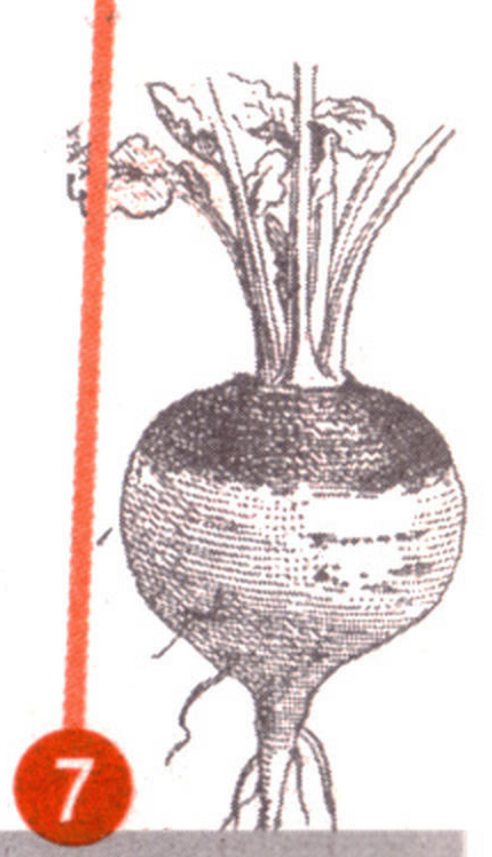
« L'Europe relancée ? », éditorial vidéo de Christophe Barbier, site Internet de *L'Express*, 7 novembre 2007

« Le traité simplifié n'a de simplifié que le nom, là-dessus tout le monde est d'accord, il est encore plus compliqué que le précédent. Mais ce n'est pas le problème. ❶ Ce qui est simplifié, c'est le processus de relance de l'Europe grâce à ce traité qui restera dans l'histoire comme le traité de Lisbonne. ❷ […] Pourquoi le processus de relance de l'Europe est simplifié, ben parce que les deux pays qui ont voté non, notamment la France, peuvent se sortir de cette ornière. ❸ Et en France, depuis hier, le parti socialiste a décidé de soutenir le contenu de ce traité de Lisbonne et c'est un grand pas en avant tant l'Europe est la malédiction permanente de la hiérarchie socialiste. ❹ […] Il n'y aura peut-être même pas de Congrès. La Constitution française ayant inscrit la Constitution européenne dans l'un de ses articles, elle peut très bien supporter d'inscrire le traité de Lisbonne en filigrane. Pas besoin de changer la Constitution, pas besoin de faire un Congrès, il suffit que les deux chambres ratifient le traité de Lisbonne. ❺ […] L'Irlande elle, va tenir un référendum. D'après les premiers sondages, le non devrait l'emporter. Que fera-t-on en Europe si 26 pays disent oui et un seul dit non ? Eh bien, on les obligera à revoter, comme d'habitude. ❻ Ou bien on sortira un plan C ou un plan S comme Sarkozy, puisque la France présidera l'Union européenne au deuxième semestre 2008. Ou bien on sera reparti pour une crise. Pourvu que l'Irlande […] ne refasse pas en 2008 la bêtise qu'ont faite les Français et les Hollandais en 2005. ❼ »

6

Barbier persévère dans sa nullité, puisque l'article 48 révisé du traité de Lisbonne précise, certes en petits caractères : *« Les modifications entrent en vigueur après avoir été ratifiées par TOUS les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. »* En cas de « non » irlandais, la Constitution-bis retomberait bel et bien dans « l'ornière ». Mais que le patron de *L'Express* se rassure : comme l'avait prédit le député européen Inigo Méndez de Vigo, *« ceux qui pensent que rien ne se passera en cas d'échec se trompent. Nous avons trop investi dans cette Constitution pour accepter son échec »* (*Le Monde*, 5.1.05).





7

Parlant bêtise, Barbier évolue en terrain connu. À la veille du référendum, alors que tous les chroniqueurs de son journal battaient tambour pour le « oui », il secouait frénétiquement la tête au micro d'Europe 1 : *« Je ne peux pas laisser dire que le "non" est défavorisé dans les médias. C'est un procès idiot. »* (15.4.05) Il aurait ensuite fait des bulles de Nutella avec sa bouche pour faire rire sa consœur du *Point*, Sylvie Pierre-Brossolette. Laquelle s'interrogeait récemment sur France Info : *« Est-ce qu'il faut pas violer dès fois les peuples un tout petit peu pour leur bien ? »* (16.1.08)



5

La métamorphose de Christophe Barbier en Élisabeth Tessier du droit constitutionnel lui a valu une sévère correction. Le 20 décembre dernier, le Conseil Constitutionnel giflait l'ignorant en rappelant que *« l'autorisation de ratifier le traité modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution. »*

Christophe Barbier a conscience des priorités : l'imposture du chef de l'État n'est un « problème » que pour les 15 449 508 électeurs qui ont voté « non » au référendum de mai 2005, pas pour Christophe Barbier. Le 24 mai 2007, Nicolas Sarkozy déclarait : *« Il va de soi que ce nouveau traité simplifié, ça ne peut pas être une nouvelle Constitution, car la Constitution, les Français y ont dit non, et d'autres ont dit non également. »* Or ce « traité simplifié » est un pavé illisible de trois cents pages qui reprend point par point (« à 98 % » selon l'aveu de Giscard) toutes les farces et attrapes du Traité constitutionnel européen. Y compris la sainte *« concurrence libre et non faussée »*, qui avait mobilisé les partisans du « non » au référendum de 2005, et que le petit traître balladurien réintroduit sous emballage plastifié : le protocole n° 6 stipule que le marché européen *« comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée »*. L'escroquerie est grossière. Mais les amulettes magiques de l'Élysée n'embarrassent pas les receleurs du PPA, qui se hâtent de les refourguer au public. Moyennant quoi, TF1 peut annoncer que le « nouveau » traité entraîne *« l'abandon de la concurrence libre et non faussée comme objectif de l'Union »* (« 20 heures », 13.12.07).

1

Le jeune patron de *l'Express* ne rate jamais ses rendez-vous avec l'histoire. Dans son « édito vidéo » du 23 février, par exemple, il fait la révolution en votant les pleins pouvoirs à Jacques Attali : *« La Commission Attali, l'intérêt, c'est le tout. Il faut tout appliquer ! Il faut tout faire ! C'est pas tout ou rien, c'est tout ! Tout ! Dans l'ordre !! »* Sarkozy refuse d'appliquer deux des propositions attaliennes (la suppression du principe de précaution et celle des départements) ? C'est *« l'émasculation de l'audace nationale ! »*, hurle Barbier (très complexé par son absence de barbiche). Puis, soudain, l'ancien élève de l'École Normale supérieure (comme Nicolas Demorand, Marcel Déat et BHL) est emporté par un accès d'antiparlementarisme qui rappelle les heures sombres de notre histoire : *« Voici que les parlementaires se révoltent. […] Oui, eh bien qu'ont-ils fait les parlementaires tenus par les lobbies, tenus par un rythme de travail trop lent, tenus par de l'absentéisme, tenus par des vacances parlementaires, ils vont bientôt pendant six semaines s'arrêter de travailler, qu'ont-ils fait les parlementaires pour accélérer la réforme, que dis-je, la révolution française ? Pas grand-chose ! Et ils voudraient s'arroger le droit d'enterrer le rapport Attali, de le mettre au fond d'un tiroir. Pourvu qu'on évite cela ! »* Les onze semaines de congés payés (sans compter les RTT) et les 7 600 euros de franchise fiscale garantis par la convention des journalistes n'ont en revanche indigné ni Barbier, ni la commission Attali. Laquelle, il est vrai, comptait en son sein Yves de Kerdrel (*Le Figaro*, BFM) et Éric Le Boucher (*Le Monde*).

2

3

« L'ornière » dans laquelle ces cochons d'électeurs ont embourbé l'Europe est une figure de style très prisée des oui-ouistes. L'été dernier, *Le Monde* exhortait Sarkozy à *« sortir l'Europe de l'ornière »* (22.6.07). Six mois plus tard, *Les Échos* applaudissent le travail : *« Grâce au traité de Lisbonne, l'Europe sort de l'ornière institutionnelle »* (2.1.08). Plagiant les plagiaires, les « socialistes » ont sauté dans la remorqueuse. *« Son mérite principal* [au traité de Lisbonne] *est de tirer l'Union européenne de l'ornière »*, psalmodie Jean-Marc Ayrault (*Le Figaro*, 17.1.08), tandis que Vincent Peillon renouvelle la métaphore : *« Le PS doit voter oui ! Sinon à risquer l'enlisement définitif de l'aventure européenne »* (*Le Journal du Dimanche*, 28.10.07). Mais ce radotage ne brasse que du vent. Comme l'admet Christian Lequesne, un rond-de-cuir de « l'*European Institute de la London School of Economics* » à Londres, ni le « non » au référendum ni l'élargissement de l'Europe n'ont *« aucunement bloqué le processus de décision de l'Union. Au contraire, […] le Conseil décide toujours aussi vite, voire un peu plus vite dans une Union à vingt-cinq (aujourd'hui vingt-sept) que dans une Union à quinze. Quel politicien français le dit ? »* (*Le Monde*, 15.12.07). Jacques Espérandieu, pourtant sarkozyste docile et adepte fervent du « oui », avoue pour sa part : *« Prétendre que l'Union ne fonctionnait plus depuis le "non" français est un pieux mensonge »* (*Le Journal du dimanche*, 24.6.07).

4

Durant la campagne de l'élection présidentielle, le PS s'était formellement engagé à consulter le peuple en cas de nouveau texte. Mais le démon référendaire a été chassé du corps socialiste. *« Cette fois, j'ai envie que le PS pense quelque chose sur l'Europe. Quitte à penser la même chose que Sarkozy »*, soupire, soulagé, le député Patrick Bloche (*Libération*, 29.10.07). Ségolène Royal, sauvée des flammes de la démocratie participative, juge à présent que l'expression populaire est accessoire : *« Je crois que ce traité, même imparfait, peut remettre l'Europe en marche. […] La question de la procédure d'adoption, référendaire ou parlementaire, n'est plus une question de principe. Nous n'avons pas de temps à perdre à nous diviser »* (*Libération*, 22.10.07). Pour reconquérir les masses, Alain Bergounioux, secrétaire national du PS, Michel Destot, le nano-député de Grenoble et Catherine Tasca, sénatrice des Yvelines et ancienne ministre, préconisent la finesse jésuite : *« Un nouveau référendum semble logique, et c'est la position que les socialistes ont défendue lors de l'élection présidentielle. Pour autant, sauf à suivre les souverainistes de droite comme de gauche qui utilisent le référendum comme paravent de leur refus total d'une Europe politique, les socialistes sincèrement européens ne pouvaient se résigner à l'impasse actuelle et à la paralysie annoncée »* (*Libération*, 7.11.07). Le PPA est aux anges : béni soit le PS qui *« a choisi la voie d'un pragmatisme de bon aloi »* (*Le Midi Libre*, 7.11.07).

CONNIVENCES et COMPLAISANCES



La rubrique de l'amour

♥ **1er décembre.** Le site Internet de la présidence de la République (www.elysee.fr, rubrique « PRTV ») a choisi François d'Orcival, le directeur de *Valeurs actuelles* (groupe Dassault), pour animer la visite vidéo du bureau de Sarkozy. Le nouveau majordome de l'Élysée avait appelé à voter Sarkozy dans un éditorial du 27 avril 2007 (« Pour nous, c'est lui »).

♥ **6 décembre.** Hervé Algalarrondo, journaliste au *Nouvel Observateur*, recommande *« un livre d'entretiens qui ne ressemble à aucun autre : entre l'interviewée, Rachida Dati, ministre de la Justice, et l'interviewer, Claude Askolovitch, du* Nouvel Observateur, *nulle connivence »*. Parole d'expert.

♥ **9 décembre.** Invité au « Grand Jury » de RTL, Arnaud Lagardère explique à propos de son groupe : *« Quelque part, on contribue à la liberté et à la démocratie et à la paix : quand par exemple Bernard Henri-Lévy, qui nous fait la gentillesse et l'amitié d'être là ce soir, part pour l'Afghanistan, le Pakistan, Karachi sur la route du ou des tueurs de Daniel Pearl, il contribue à sa manière, et nous aussi puisque nous sommes son éditeur – même plus que ça, son partenaire – à la liberté et à la démocratie dans le monde. »*

♥ **13 décembre.** Chroniqueur hebdomadaire de France Culture, Edwy Plenel est l'invité des « Matins de France Culture » pour promouvoir son site Internet moustachu.

♥ **14 décembre.** Sur France Inter, Nicolas Demorand annonce que, dans l'émission « J'ai mes sources », Colombe Schneck *« déclarera son amour à Ivan Levaï, qui anime la revue de presse de France Inter »*.

♥ **16 décembre.** Sur France Inter à 8 h 40, Stéphane Paoli reçoit Bernard Guetta, journaliste à France Inter, pour célébrer la sortie de son nouveau livre, *« un essai passionnant. […] Je renvoie à la lecture de cet essai qui vraiment est extrêmement riche, intéressant* Le monde est mon métier, *c'est aux éditions Bernard Grasset. »* Le 21 janvier, Guetta, avide de radio-achat, entrera par effraction sur un autre plateau de France Inter, celui de « Là-bas si j'y suis ».

♥ **26 décembre.** *Le Canard enchaîné* célèbre dans sa rubrique « Livres » le dernier ouvrage de Cabu, dessinateur au *Canard enchaîné*, en citant longuement son préfacier. Lequel n'est autre que Jean-Luc Porquet, journaliste au *Canard enchaîné*.

♥ **14 janvier.** Sur son blog de France Culture (http://franceculture-blogs.com/bricecouturier), Brice Couturier, ancien lèche-bottes de Georges-Marc Benamou, répand sa salive sur les mocassins de Jacques Julliard : *« Il peut arriver qu'on éprouve pour quelqu'un une admiration absolue. […] Jacques Julliard – qui n'en sait rien – a joué un rôle capital dans ma vie. Et pas seulement parce qu'il représente pour moi, depuis longtemps, une espèce de modèle. […] Les réflexions de Julliard sont toujours étayées par sa vaste culture. Elles témoignent d'une ouverture d'esprit qui se fait rare. Sa bonne foi est si manifeste qu'elle autorise une expression sans détours. […] J'ai donc quantité de raisons pour aimer Julliard. »*

♥ **17 janvier.** *Le Point*, hebdomadaire de BHL, consacre trois quarts de page au dernier spectacle en petite tenue d'Arielle Dombasle, épouse de BHL. La strip-teaseuse quinquagénaire *« fascine, éberlue, éblouit »*, explique le rédacteur André Tubeuf ; elle est *« impeccable »*, *« parfaite »*, *« championne »*, *« brillante »*.

♥ **17 janvier (encore !).** Sur France Inter, Vincent Josse (chroniqueur au « Masque et la plume », une émission de France Inter) reçoit Jérôme Garcin (animateur du « Masque et la plume ») pour le féliciter de son livre sur François-Régis Bastide (lequel a, en son temps, embauché Garcin au « Masque et la plume »). Comme Garcin dirige aussi les pages Livres du *Nouvel Observateur*, « Le fou du roi » (France Inter, 8.1.08), Bernard Pivot (*JDD*, 6.1.08), Jacques Drillon (du… *Nouvel Observateur*, 10.1.08) et Jean-Paul Enthoven (des pages Culture du *Point*) ont jugé le livre admirable.

Quand la presse défiait le monarque

Il y a deux siècles, une vague d'agitation sardone balaie l'Angleterre. Inspirés par les Révolutions américaine et française, les opposants aux « tories » (royalistes et conservateurs) démoralisent les Lagardère de l'époque et arrachent, au terme de vingt années de lutte, le droit de diffuser leurs journaux.

Au début du XIXe siècle, les titres de la presse radicale anglaise fleurissent : le *Political Register* de Cobbett, qui tire à 50 000 exemplaires en 1816, le *Black Dwarf* de Wooler, imprimé à 12 000 numéros chaque semaine en 1819, le *Voice of People* de Doherty, le *Guantlet* de Carlile et le *Poor Man's Guardian* de Hetherington, qui tirent tous trois à plusieurs milliers d'exemplaires, etc [1]. Ces journaux corrosifs, qui fessent pêle-mêle l'Église, la royauté, l'exploitation des travailleurs et le Parti de la presse et de l'argent britannique (PPAB), s'adressent en priorité au lectorat populaire. Carlile, Cruikshank, Doherty et leurs acolytes narguent les autorités avec un plaisir jubilatoire qui fait siffler les oreilles des têtes perruquées. Le pastiche, la satire et la caricature sont leurs armes favorites.

En 1822, le journal *Slap at Slop and the Bridge Street Gang* de Cruikshank fait ainsi paraître des faux avis de naissance, de décès ou de mariage ridiculisant la famille royale : *« On nous prie d'annoncer qu'a été célébré le mariage de Sa Majesté impériale le Prince Despotisme, malade, avec sa Suprême Antiquité, IGNORANCE, âgée de dix-huit siècles, atteinte de langueur. Les costumes de mariage étaient absolument superbes. »*



Défense de rire

Avant de faire paraître son célèbre *Plaidoyer pour l'assassinat,* qui propose d'*« en finir avec les rois, les prêtres et les nobles »*[2], Richard Carlile publie en 1817 un pamphlet de William Hone, qui adore détourner les textes religieux pour étriller l'ordre dominant : *« Notre père qui êtes dans le Trésor Public, quel que soit votre nom, que votre pouvoir soit prolongé, que votre volonté soit faite et pardonnez-nous nos absences éventuelles au moment des votes, comme nous promettons de ne pas pardonner à ceux qui votent contre vous. Ne nous chassez pas de nos places, mais gardez-nous à la Chambre des Communes, le domaine des Pensions et de l'Abondance ; et délivrez-nous du peuple. Amen ».* Au cours du procès de William Hone, la lecture de ses textes suscite une telle allégresse que le shérif menace « *d'arrêter le premier qu'[il] voi[t] rire* ».

Pour faire taire la foule hilare, le pouvoir royal se dote d'un arsenal répressif qu'il croit infaillible. En 1819, le ministère de Castlereagh fait voter par le Parlement six lois qui restreignent les droits de manifestation et rassemblement, suspendent l'*Habeas Corpus*[3] et instaurent un contrôle drastique de la presse. À l'époque déjà, le meilleur moyen de bâillonner les journaux radicaux (désargentés et bon marché) consiste à les frapper au porte-monnaie : la loi sur le timbre[4] est renforcée, plongeant dans la clandestinité les titres privés de capitaux. Mais les réfractaires tiennent bon. Au début des années 1830, on évalue à 150 000 le nombre des publications illégales vendues chaque semaine[5]. Les représailles ne tardent pas. En 1817, deux vendeurs qui diffusaient les pamphlets de Cobbett dans le Shropshire sont « *appréhendés sous l'inculpation de vagabondage* [et] *dûment flagellés au poteau des condamnés au fouet* ». La même année, des colporteurs sont arrêtés à Plymouth, à Exeter, dans le pays noir, à Oxford et dans le nord de l'Angleterre. En 1835, 219 poursuites judiciaires sont engagées pour vente de journaux non timbrés[6]. En guise de protestation, Sir Bob Ménard trempe un boudoir dans sa tasse de thé.

Plus rien à perdre

Mais il en faut plus pour stopper l'ardeur des sardons anglais. L'incarcération pour diffusion de journaux mal pensants devient un honneur reconnu par la classe ouvrière, comme en témoigne cette petite annonce parue dans le quatrième numéro du *Poor Man's Guardian* : *« On recherche : quelques centaines de pauvres sans emplois et qui n'ont rien à perdre* […] *pour vendre aux pauvres et aux ignorants. »*

En 1819, John Swann, un chapelier de Macclesfield, est arrêté pour avoir vendu des pamphlets, des journaux d'opposition et un poème séditieux qui appelle les ouvriers à se soulever : *« Rejetez vos chaînes ; jetez à bas le joug de la servitude / C'est maintenant, maintenant ou jamais, que votre chaîne peut être brisée / Vite alors, debout et assenez le coup fatal. »* Il est condamné à deux ans de prison pour conspiration, deux ans supplémentaires pour diffamation blasphématoire et encore six mois pour diffamation tout court. À sa sortie, quatre ans et demi plus tard, Swann récidive sans crainte des peines-plancher ni des remontrances d'un essayiste chauve.

En 1831, comparaissant à nouveau pour diffusion de publications illégales, il explique au tribunal médusé pourquoi il en est venu à vendre les *Plan B* de l'époque : *« Eh bien ! Monsieur, cela fait déjà pas mal de temps que je n'ai plus de travail et que je ne peux pas en obtenir ; toute ma famille meurt de faim* […]. *Et pour une autre raison, la plus puissante de toutes : je les vends pour le bien de mes compatriotes ; pour leur faire voir combien ils sont mal représentés au Parlement* […]. *Je souhaite montrer aux gens comment on se moque d'eux.*

Le tribunal : *Surveillez un peu votre langage !*

L'accusé : *Certainement pas ! Car je souhaite que chacun lise ces publications…*

Le tribunal : *Vous êtes très insolent, conséquemment nous vous condamnons à trois mois d'emprisonnement et de travaux forcés dans la maison de correction de Knutsford.*

L'accusé : *Je n'ai à vous remercier de rien ; et quand je sortirai, je les diffuserai à nouveau. Et tenez* [regardant le capitaine Clark qui l'a arrêté], *le premier endroit où je les diffuserai sera chez vous ».*

Pour s'accomoder du prix des journaux, devenu exorbitant, les ouvriers s'organisent. Des « sociétés de lecture », où les articles sont lus à voix haute, se multiplient aux quatre coins d'un pays où un travailleur sur trois est analphabète.

Alphabétisation sardone

En 1818, à Barnsley, des tisserands forment un club dont la cotisation s'élève à un penny par mois pour l'achat de revues radicales. Idem à Blackburn, où les membres de la « Société féminine pour la réforme » s'engagent à *« faire tous les efforts possibles pour insuffler dans l'esprit de nos enfants une haine profondément enracinée des hommes corrompus et tyranniques qui nous gouvernent ».* Chaque semaine, des ouvriers agricoles illettrés se rendent au cabaret pour prendre connaissance et débattre du dernier éditorial de Cobbett. Malgré la répression qui s'abat depuis 1819, l'habitude d'entretenir des salles de presse se perpétue. Ainsi, à Manchester, en 1833, le célèbre établissement *Coffee and Newsroom* ne reçoit pas moins de 96 journaux par semaine, presse clandestine comprise.

Face à l'opiniâtreté du public, les punitions s'avèrent inefficaces et le pouvoir royal n'a d'autres choix que d'assouplir sa législation : en 1836, le gouvernement divise par quatre le prix du timbre, définitivement aboli en 1855.

Selon l'historien Edward Thompson, *« il n'y a peut-être pas d'autre pays au monde où la lutte pour les droits de la presse ait été si âpre, si nettement victorieuse et si étroitement identifiée à la cause des artisans et des travailleurs ».* Une bataille a certes été gagnée, mais pas la guerre : si la censure de l'État a subi un sérieux revers, celle de l'argent, comme partout, attend toujours un bâton pour se faire battre.

---

1 Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise,* Paris, Gallimard/EHESS, 1988, p. 648. Sauf indication contraire, les informations et citations sont extraites de cet ouvrage.

2 Richard Carlile, cité dans Martin Conboy, *The Press and Popular Culture,* Sage Publications, Londres, 2002, p. 72.

3 Adopté en 1679 par le Parlement anglais, l'*Habeas Corpus* empêche les arrestations et détentions arbitraires.

4 Adopté en 1712, le droit de timbrage (*stamp dut*) consiste en une taxe payable sur chaque exemplaire de journal et sur chaque publicité insérée dans le journal.

5 M. Cucheval-Clarigny, *Histoire de la presse en Angleterre et aux États-Unis,* Paris, Amyot, 1857, p. 154.

6 M. Cucheval-Clarigny, *op. cit.*, p. 155.

Paris Match toujours en promo pour BHL

Comment assurer le service après-vente du dernier livre de Bernard-Henri Lévy, qui a disparu des classements très peu de temps après sa campagne médiatique d'enfer ? C'est très simple : en publiant quelques échos déjà susurrés par BHL sur telle traduction dans tel pays et en gonflant outrancièrement l'impact commercial du livre, ce qui exige seulement de substituer au chiffre (médiocre) des ventes celui (plus impressionnant et d'autant plus catastrophique) du nombre d'exemplaires mis en place en librairies. Exemple : *Paris Match* du 26 décembre 2007. *Paris Match* est la propriété d'Arnaud Lagardère, lui-même confident de BHL. *« BHL supprime Jean-Pierre Chevènement. Le dernier livre de Bernard-Henri Lévy, "Ce grand cadavre à la renverse" (près de 100 000 exemplaires sortis par Grasset), va être traduit et publié aux États-Unis par Random House courant 2008. Toutefois, BHL va largement raccourcir les passages consacrés à Jean-Pierre Chevènement en raison d'un lourd déficit de notoriété outre-Atlantique. »*

Questions : qui a informé *Paris Match* de l'intention de BHL de raccourcir tel ou tel chapitre de son livre dans la perspective d'une traduction aux États-Unis sinon BHL lui-même ? Quel autre auteur aurait pu obtenir qu'une telle « information » paraisse dans *Paris Match* ? Quel autre journaliste se serait contenté du chiffre de la mise en place alors qu'il est de notoriété publique que ce livre a représenté un échec commercial ? Dans son édition du 18 janvier 2008, le magazine professionnel *Livres Hebdo* révèle que le *Grand cadavre* de BHL ne s'est vendu qu'à 26 800 exemplaires, c'est-à-dire beaucoup moins que le dernier ouvrage de Jean-Marie Bigard (31 700). Cette catastrophe commerciale aurait contraint l'éditeur à louer plusieurs semi-remorques afin de charrier au pilon les tonnes d'invendus qui croupissaient dans les librairies. Une opération analogue – quoique de plus grande ampleur puisque mobilisant des wagons à bestiaux – avait été lancée après la débâcle du dernier livre d'Edwy Plenel.

Dubuffet rejoint la Sardonie

Dans son livre *Asphyxiante culture* paru en 1968 (éditions de Minuit), le sculpteur et peintre Jean Dubuffet écrit (p. 91) : *« C'est librement consenti que l'ordre est le plus débilitant. Le libre consenti est la nouvelle arme des nouveaux empires, ingénieuse formule, et plus opérante que ne l'était le bâton, de l'ultima ratio regum*. Les organismes de propagande culturelle consituent le corps occulte des polices d'État ; elles sont la police de charme. Imposé par la force, l'ordre provoque un mouvement de ressort, il revigore la sédition. […] C'est en notre temps de liberté de la presse que celle-ci, avec plus d'empressement qu'elle n'en eut jamais, s'est faite si unanimement la servile auxiliaire des forces de l'ordre. »*

* Formule de Richelieu signifiant « le dernier argument des rois », c'est-à-dire la violence et la guerre.



Hi-han, Demorand !

Alors que les auditeurs s'interrogent à l'antenne sur les nuisances sonores provoquées par l'animateur de la tranche matinale de France Inter (*« Ne trouvez-vous pas que Nicolas Demorand parle trop fort ? Pour certains il brait comme un âne, pour d'autres il braille »*, explique l'un deux en direct le 10 janvier), les soupçons se confirment sur ses qualités professionnelles. Le 14 janvier, Demorand reçoit Laurence Parisot, qui se garde bien d'évoquer les malversations impliquant le Medef et Denis Gautier-Sauvagnac. Elle sait pouvoir compter sur la passivité de l'animateur. Mais l'inspecteur du travail Gérard Filoche est indigné : *« Le journaliste* [Demorand] *n'ose pas l'interroger sur ses trafics ! Et les formidables reculs contenus dans le texte proposé par le Medef à la signature des syndicats sont ignorés et masqués ! »* Ce genre d'« oubli » se répète. Le 23 janvier, Demorand braille à l'occasion d'un entretien avec Daniel Cohen, auteur fétiche du club social-libéral La République des idées, déjà invité quelques mois plus tôt : *« Je rappelle que c'est toujours un bonheur de vous entendre analyser l'évolution de l'économie. »* Cohen venait d'évoquer la crise financière sans que le scrupuleux Demorand informe les auditeurs que son ami avait été (était toujours ?) *senior adviser* à la banque Lazard. Depuis qu'il anime la matinale d'Inter, Nicolas Demorand a invité dix-huit personnalités liées à La République des idées (comptage interrompu le 31 janvier).

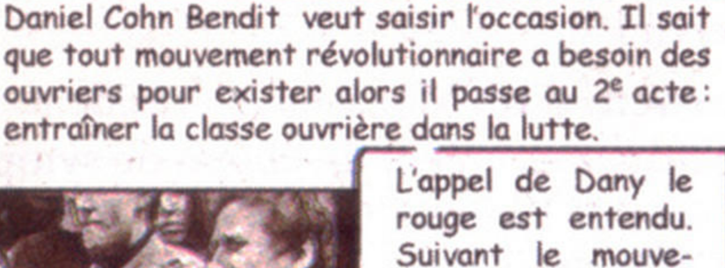


Pareils écarts déontologiques s'expliquent par l'obsession du jacassin matinal : lui-même. Le 3 janvier, l'émission « J'ai mes sources », encapsulée dans le « 7-10 », est consacrée aux encyclopédies. On débat de la fiabilité de Wikipédia. Une responsable de cette encyclopédie en ligne précise que les erreurs éventuelles sont corrigées en *« cinq minutes »*. Soudain, Demorand la coupe pour disserter sur sa propre page Wikipédia : il a été diffamé pendant *« six mois »*, jappe-t-il, avant que la vérité sur son génie ne soit rétablie. Derrière les vitres du studio, les techniciens ricanent. Chacun se souvient de l'éclat de rire provoqué par le « grand » entretien de Demorand dans le journal *Elle* (19.11.07). *« Ce garçon plutôt pudique »* y détaillait son sentiment à propos du corps de sa femme enceinte. *« Il quitte l'espace privé pour devenir un corps presque public »*, expliqua Demorand pour marquer son statut d'ancien élève de l'École normale supérieure. *« Il devient aussi objet de science, il est soupesé, analysé.* […] *Quand votre truc, c'est la pudeur, la discrétion* [sic], *c'est un peu difficile à vivre. »* Exprimer sa pudeur dans un entretien racoleur destiné à *Elle*, braire chaque matin sa discrétion sur France Inter : oui, Nicolas, la vie est dure quand on singe un autre Nicolas, petit mais plus mince…

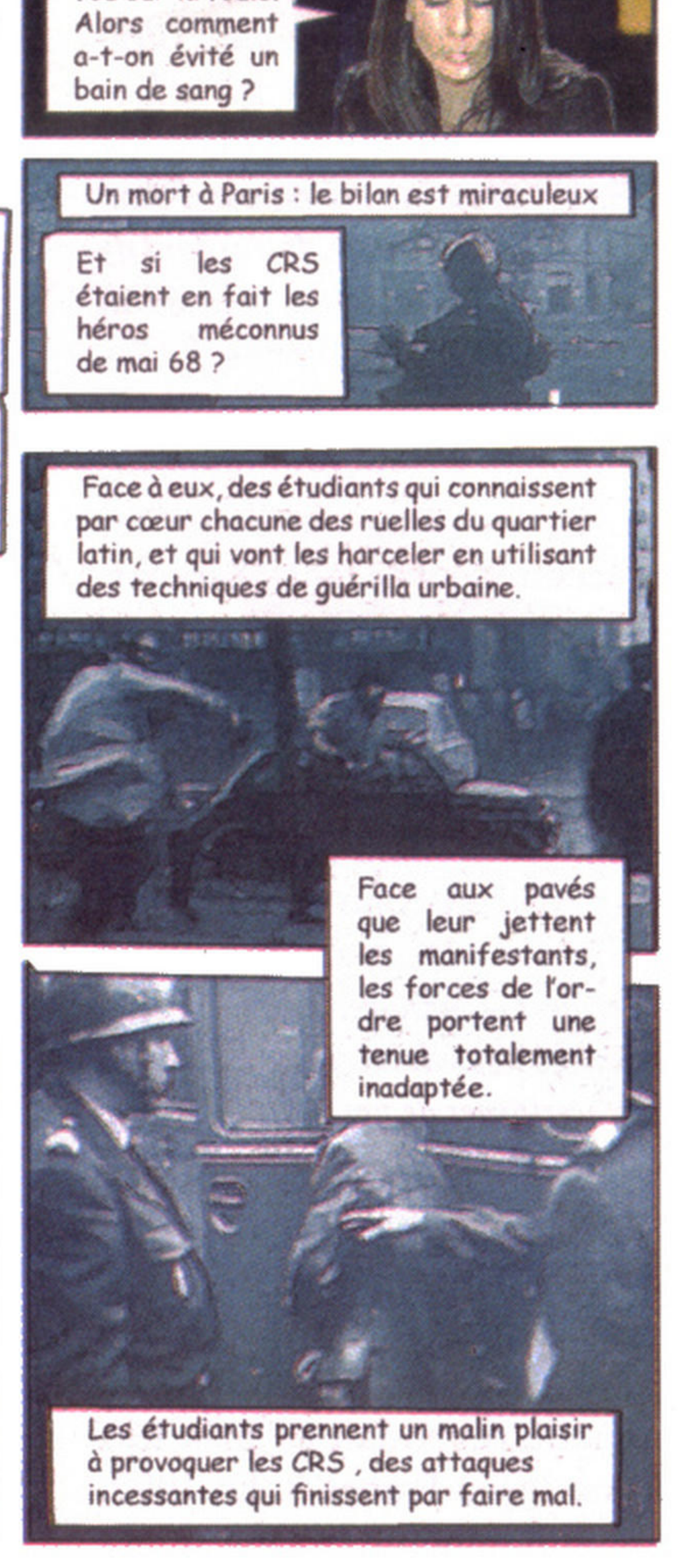
France3 réécrit l'Histoire : POUR EN FINIR AVEC 68

Quand Marie Drucker évoque Mai 68, elle invite* Édouard Balladur, l'académicien sarkozyste Max Gallo, le brailleur Daniel Cohn-Bendit, et le néo-bolchevik Michel Drucker.



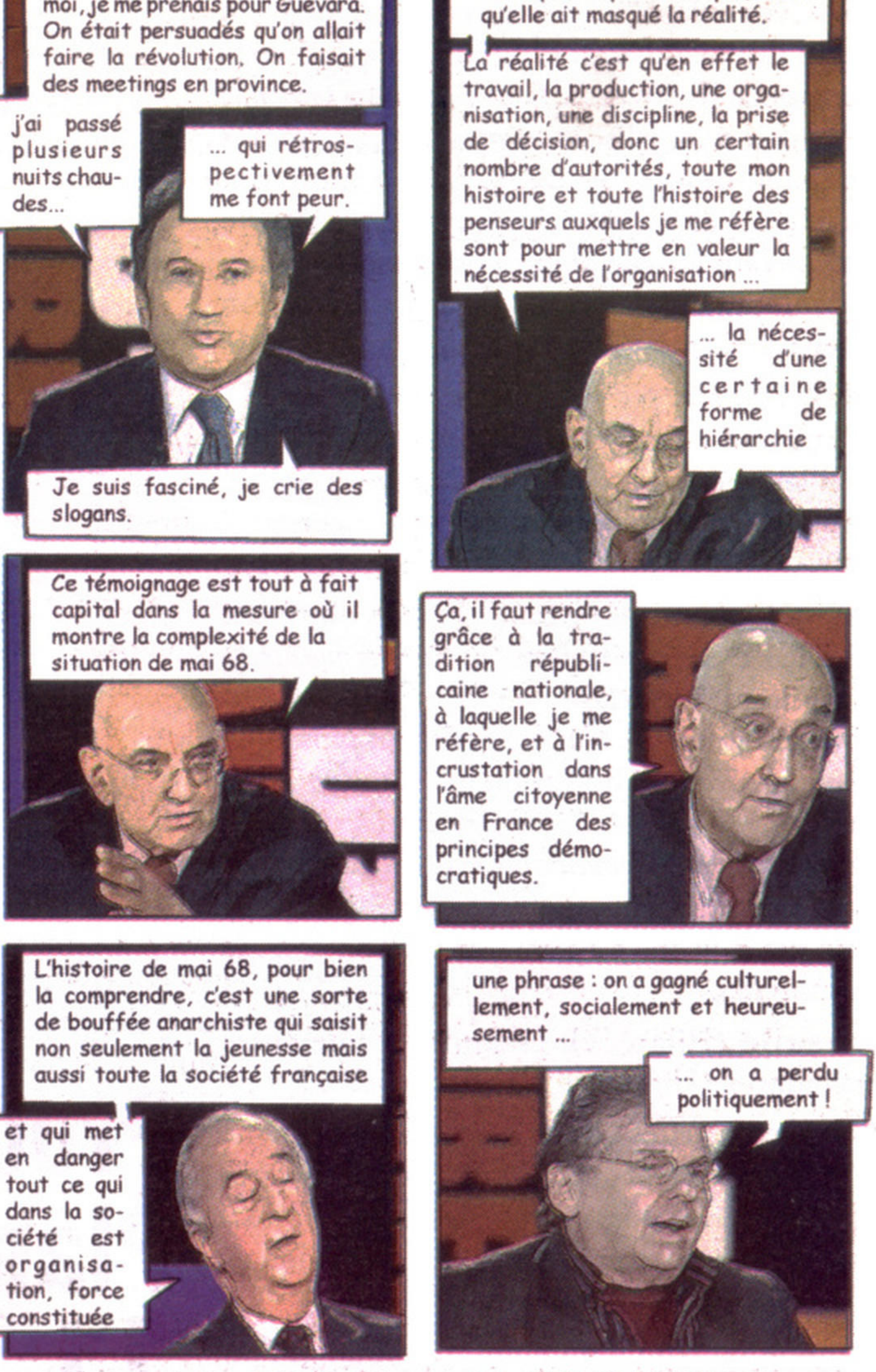






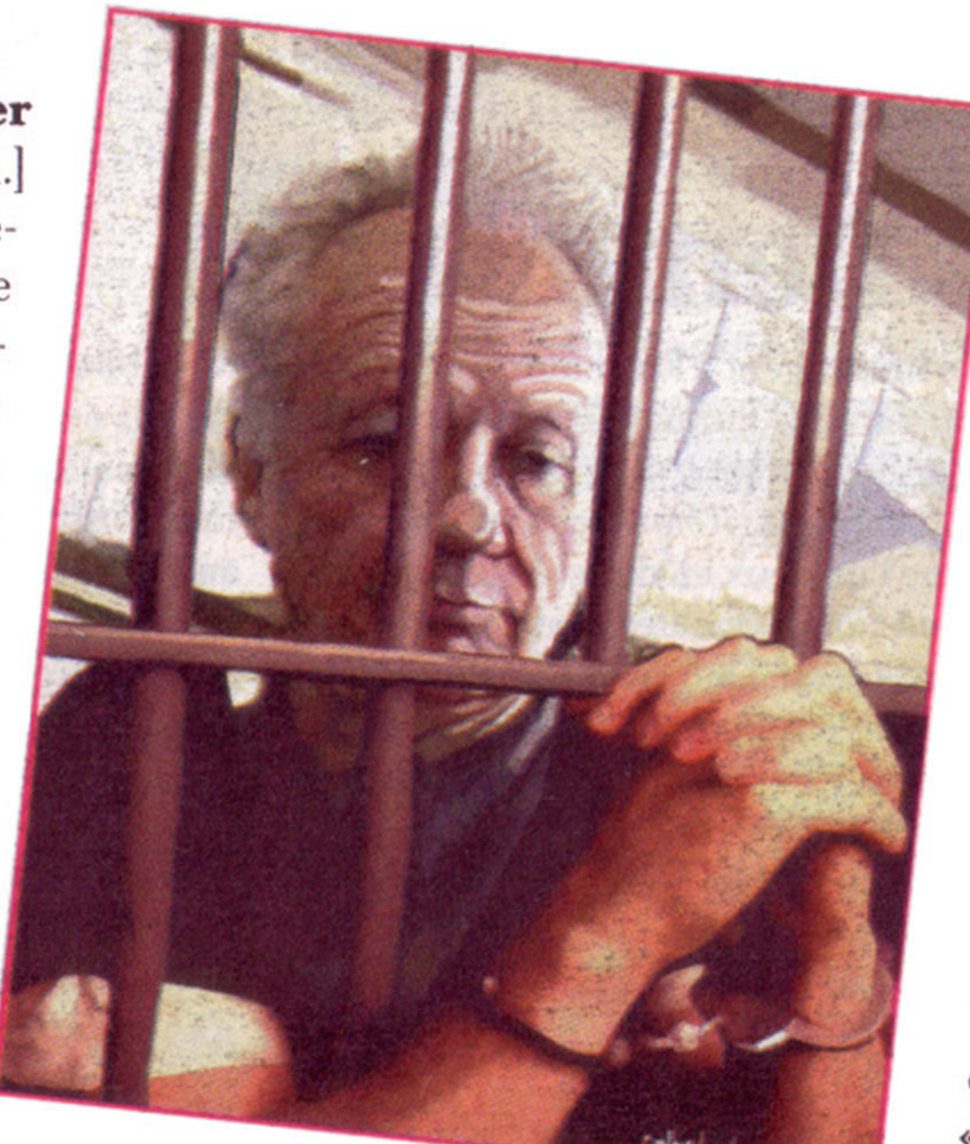






*Citations extraites de "**Droit d'inventaire**" du 23/01/08 à 20h30 sur France3.

LE PROCÈS de... Jean-Marie Cavada



Le président : Gardes, faites entrer l'accusé ! [Il parcourt l'acte d'accusation.] En mars 1995, en pleine campagne présidentielle, alors qu'on vient d'apprendre que Jacques Chirac occupe un appartement subventionné par la Ville de Paris, la question que vous lui posez est : *« Combien pouvez-vous me citer, monsieur Chirac, de variétés de pommes ? »*

Le procureur [Il ricane.] **:** Une question *très* incisive. Ce n'est pas pour rien qu'Elkabbach et lui dirigeaient l'information du temps de Giscard.

L'accusé : Mais Mouch... Joffrin [Hurlements de rires dans la salle au prononcé de ce nom.] avait tiré à la courte paille la corvée d'interroger Chirac sur les HLM. Il tremblait comme une feuille en s'exécutant. Nous, on rigolait parce qu'on savait que Laurent n'est pas très... disons... vous savez... éveillé. Il donna à Chirac du *« Vous êtes parfaitement honnête et tout le monde le pense »*, avant de poser sa question emberlificotée. Heureusement que les caméras ne filmaient pas ses genoux ! Ils s'entrechoquaient comme des cymbales...

Le procureur [indigné] **:** C'est trop facile de s'en prendre à un demeuré ! Et vous n'avez aucune leçon à donner en matière de questions « emberlificotées ». Car, au moment où vous animiez l'émission « La marche du siècle », vous avez enfanté le néologisme "cavader". Un verbe intransitif dont la définition est, je vous le rappelle [Il ouvre *Le Grand Larousse sardon*.] : « N'avoir rien à dire et se montrer néanmoins incapable de terminer une phrase ; comprenant qu'elle n'a aucun sens, en formuler une autre encore plus longue pour débroussailler la précédente. Et ainsi de suite. » [Avec mépris.] Au moins, les cruciverbistes se souviendront de votre existence...

L'accusé : Ces attaques sont odieuses ! D'ailleurs, on ne donne jamais un seul exemple de ces prétendues... cavaderies.

Le président [Il lit des fiches.] **:** Le 5 juin 2003, devant le personnel de Radio France, dont vous étiez le PDG, vous vantez *« la parfaite qualité des produits »* de ce groupe de radios publiques. Et vous ajoutez : *« Je n'ai pas carrière à faire vocation d'imprécis »* [Gloussements dans la salle.]. Ensuite vous signalez *« des informations portées à votre indiscutable connaissance »* [Le public bat des mains, ravi.]. Enfin, vous ironisez : *« Je ne voudrais pas indûment peupler le jugement des cerveaux que vous êtes. »*

La salle [Hilare, elle scande.] **:** Une autre [cavaderie] ! Une autre !

L'avocat : Mon client n'est pas un clown ! C'est uniquement depuis qu'il a admis préférer dialoguer avec *« les intervenants dégagés de toute forme de militantisme agressif »* que des militants ivres de sang lui en veulent.

Le procureur : Mais enfin, aux yeux de l'accusé, l'« intervenant » idéal serait Luc Ferry... Il a qualifié cet ancien chouchou de Raffarin d'*« auteur vraiment significatif dans notre époque »* [Houle dans la salle.], car Ferry analyserait *« le monde tel qu'il est et que par définition nous ne pouvons pas changer »*.

L'accusé : Je ne suis pas conservateur : j'adore la diversité. La preuve ? Je suis candidat aux municipales à Paris avec une héritière des Wendel, Françoise de Pannafieu, et avec un mannequin de Dior issu de l'immigration, Rachida Dati.

Le président : Pourtant, l'acte d'accusation évoque une de vos émissions « La marche du siècle » du 7 janvier 1998, consacrée à « L'école de l'échec ». Sur le plateau (où l'on recherchait les « solutions » en présence du ministre et de sociologues), les élèves étaient plutôt blonds alors que ceux des reportages (qui permettaient de mesurer l'acuité du « problème ») étaient *beaucoup* plus bruns... Un écrivain s'en étonna : *« On ne les voit* [les beurs et les Noirs] *qu'en reportage et c'est dommage. »* Votre réponse ? *« Vous savez bien que, s'ils ne sont pas invités, c'est par égard pour eux. Ils ne savent pas s'exprimer. »*

Le procureur [sardonique] **:** Un avis d'expert, venant du roi de la cavaderie...

L'avocat : Il y a dix ans, mon client a expliqué que sa technique des entretiens s'inspirait du *Petit Prince* : *« Le plus important est le témoignage des gens. C'est pourquoi je reste relativement silencieux.* [Ricanements dans la salle.] *Il s'agit de laisser tout l'espace aux intervenants, y compris quand c'est un peu de silence – car le silence est aussi dans leur vie, dans leur façon de s'exprimer. Il leur faut du "champ", de l'oxygène, de la confiance, pour qu'ils s'apprivoisent. »* Et, en 1999, il soulignait : *« C'est en décortiquant sans parti pris le fonctionnement de ce pays que nous pouvons en atténuer les secousses. »*

Le président : Est-ce pour « atténuer les secousses » que l'accusé vient de rallier Sarkozy, partisan de la « rupture », même si [Il pouffe.] c'est Cécilia, pas le président, qui a rompu...

L'avocat : Mon client a toujours été libéral, de droite. Il proclame dès 1999 : *« Radio France est désormais un groupe de radios dans lequel les marques sont au premier rang. Nous avons fait la même opération que BSN avec Danone. »* Deux ans plus tard, il promet de *« moderniser le management mais aussi la place des programmes issus des régions. En bref, il faut "déjacobiniser" certaines de nos marques. Nous sommes très avancés du point de vue de la conception des produits »*. Un vrai entrepreneur !

Le procureur : Ça, vous pouvez le dire... Quand il trônait à la télévision, l'accusé avait veillé à créer sa société de production, Théopresse, laquelle revendait au prix fort « La marche du siècle » à France 3. En 1992, via sa société CCV, il a même fabriqué deux fausses émissions ressemblant à « La marche du siècle » : l'une pour un laboratoire pharmaceutique, l'autre pour Peugeot...

Le président [l'interrompant] **:** Venons-en à votre carrière politique. En 1981, vous êtes giscardien. Puis mitterrandiste et chouchou des lecteurs de *Télérama*. En 2002, vous saluez Chirac et Raffarin, espérant devenir ministre. Lors des élections régionales de 2003, vous balancez entre conduire la liste de l'UDF en Lorraine et celle de l'UMP en Aquitaine. En 2004, vous en êtes certain : vous serez bayrouiste ! Vous êtes alors élu député européen UDF. Enfin, estimant *« avoir épuisé tous les recours de la loyauté avec Bayrou »* [Hoquets de rires dans la salle.], vous voici sarkozyste et candidat à la mairie du XIIe arrondissement de Paris.

L'accusé : Je sais bien qu'on me reproche d'être domicilié à Neuilly-sur-Seine. Mais, comme je l'ai expliqué, le XIIe *« ne m'est pas inconnu. J'y ai des amis, mon fils vit à la lisière du XIIe. »* [Le public glousse devant ce qu'il imagine, à tort, être une nouvelle cavaderie.]

Le président : Silence ! Ceci est un tribunal, pas un cirque ! [Il reprend sa lecture de l'acte d'accusation.] En 2003, l'accusé se rend à l'université d'été du Medef...

L'avocat [l'interrompant] **:** ...Comme Philippe Val l'été dernier ! D'ailleurs, mon client était venu en compagnie de très nombreuses personnalités de gauche : Malek Boutih, Roland Castro, François de Singly, Nicolas Sarkozy, Odile Jacob, Martin Hirsch, Jean-Paul Fitoussi, Bernard Kouchner, Nicole Notat... [Il n'ose achever, la salle gronde : *« Assez ! On s'ennuie ! Encore une cavaderie ! »* Des chaises volent.]

Le président [pour contenir l'émeute] **:** Vous trouvant sur France 5 face à Pierre Bourdieu, à qui vous confiez que vous avez *« le sentiment de* [l']*avoir aidé »* à s'exprimer, vous l'interrogez : *« Je voudrais mettre votre doigt qui m'est précieux – parce que c'est un doigt d'intelligence – sur une question... »* [Il ne peut continuer : la salle, gondolée de rire, ovationne la cavaderie qu'on vient de lui servir.]

Le procureur : Monsieur le Président, toutes ces cavaderies créent un climat de sympathie en faveur de l'accusé. Or il n'a pas toujours été aussi désopilant. En janvier 2005, faisant campagne pour le « oui », il proclame que *« ceux qui font la fine bouche devant la Constitution européenne devraient avoir en mémoire les photos d'Auschwitz »*. Quand le « non » l'emporte, il conclut, modeste : *« L'opinion publique a parfois tort. »*

L'avocat [qui a enfin compris sa ligne de défense] **:** Allez, une nouvelle cavaderie : *« J'ai acquis mon indépendance à coups de longueur d'années. »* [Pas de réaction.] Il y a aussi : *« Nous vivons dans une république libertaire puisque la liberté d'expression existe. »* [Pas de réaction.]

Le président [impatient] **:** Assez ri. Le cou d'intelligence de l'accusé finira entouré d'une corde libertaire. Emmenez le condamné !

Prochain Plan B le 11 avril